

K

Kaléidoscope

Le développement collectif
dans tous ses états

DOSSIER
**Le développement collectif
dans l'espace public**

ÉTUDE DE K
Vive la solidarité de proximité !

TERRITOIRES NUMÉRIQUES
**Ouvrir les gouvernements
à la consultation 2.0**



COUVERTURE:
PARK(ing) Day à Laval.

RUBRIQUES

01 LE MOT DE LA RÉDACTION

Prendre sa place
dans le débat collectif

Par Gabrielle Brassard-Lecours

02 POLITIQUES PUBLIQUES

Quand la rue se mobilise
pour freiner l'itinérance

Par Anne-Marie Boucher

05 PRATIQUES CITOYENNES

Le jardinage urbain à la
rescousse de Montréal-Nord

Par Marie-Ève Voghel Robert

08 TERRITOIRES NUMÉRIQUES

Ouvrir les gouvernements
à la consultation 2.0

Par Jean-Noé Landry et Stéphane Guidoin

11 INTERNATIONAL

Passer de la violence
à la solidarité à Monterrey

Par Karen Hinojosa et Carlos Aparicio

34 SOCIALE FICTION

Exprimez-vous!

Par François Samson-Dunlop

36 ÉTUDES DE K

Par Jerry Espada, Mathieu Larochelle,
Julie Pineault

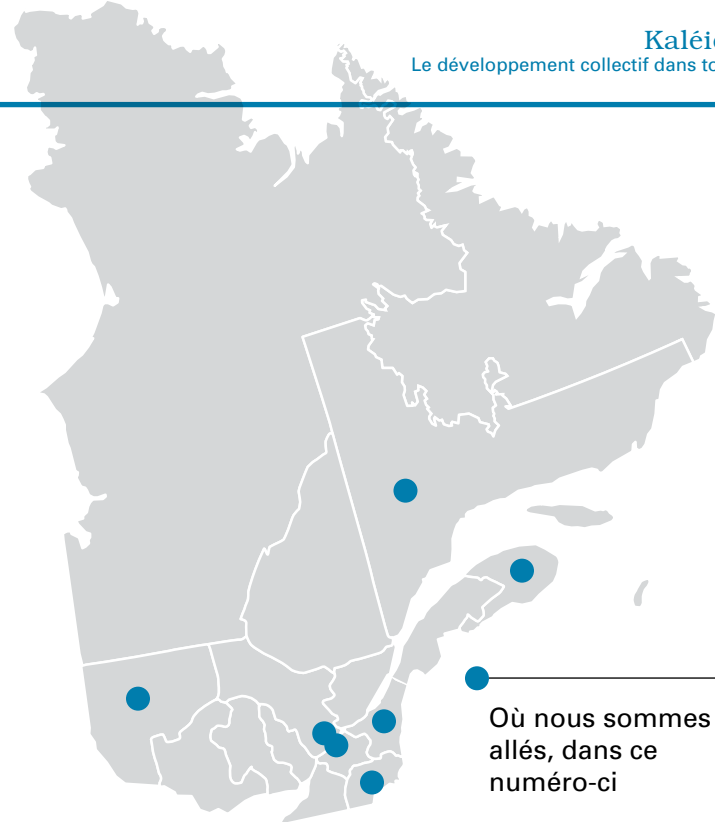
39 TOUTE UNE HISTOIRE

Schefferville ou le Nord
québécois avant le Plan Nord

Par Yanic Viau

42 RADAR CULTUREL

Par Mădălina Burtan



Où nous sommes
allés, dans ce
numéro-ci

Retrouvez-nous
sur **MEDIAK.ca**

DOSSIER

INTRODUCTION

14 Le développement
collectif dans
l'espace public

Par Gabrielle Brassard-Lecours

HAUT-PARLEUR

16 Menaces et/ou
opportunités?

Par Marcelo Solervicens

REGARDS CROISÉS

19 Le développement
collectif: le mal-aimé
du journalisme?

avec Monique Moisan

et Robert Maltais

Par Gabrielle Brassard-Lecours

22 Le discours dans
l'espace public:
médias traditionnels
et alternatifs

Par Sarah Champagne
et Sophie Mangado

25 Rallier citoyens
et institutions;
tout un pari

Par Sophie Clerc

28 L'art pour mieux habiter
l'espace public

Par Alexandra Viau

31 Espaces réservés:
projets collectifs
en cours

Par Caroline Larocque-Allard

Prendre sa place dans le débat collectif

par **Gabrielle Brassard-Lecours**, rédactrice

J'ai beaucoup mieux à faire qu'à m'inquiéter de l'avenir; j'ai à le préparer.

– **Félix-Antoine Savard**, l'Abatis

Bien qu'arrivée depuis peu à la revue, je sens que *Kaléidoscope*, malgré sa jeune histoire, a déjà un certain vécu. La transition de *DS* à *Kaléidoscope* présente un grand défi, mais la nouvelle mouture fait déjà ses preuves, elle qui cherche chaque jour à s'ancrer un peu plus à la fois dans le paysage médiatique et dans celui du développement collectif. Contenu pertinent, collaborateurs de divers horizons maîtrisant bien les dossiers, rayonnement dans l'ensemble du Québec, *Kaléidoscope* fait sa place progressivement.

Il reste cependant encore beaucoup de travail à faire. Fragilisé par le financement, véritable nerf de la guerre et combat de tous les instants, *Kaléidoscope* a besoin de l'appui de tous. Il est impératif que les acteurs du développement collectif se reconnaissent dans ses pages, mais plus encore qu'ils s'approprient la revue, car elle est, après tout, faite pour eux, en même temps que pour toute personne qui s'intéresse au développement collectif. Pour donner une tribune aux projets et aux initiatives, pour trouver un écho à l'échelle humaine, tant au niveau politique et culturel que social.

Dans la conjoncture qui plonge à la fois médias et organismes communautaires dans l'incertitude quant à leur avenir, il est important, plus que jamais, de se rassembler autour de projets qui peuvent faire avancer ensemble les individus et les organismes qui ont à cœur l'avenir du Québec inclusif, participatif et solidaire. *Kaléidoscope* veut participer au nécessaire débat collectif et refléter les initiatives de tous. Dans

notre société qui se transforme rapidement, *Kaléidoscope* veut stimuler les esprits, proposer des pistes sur des façons de faire efficaces, soutenir des idées et des projets, bref, participer à la construction du territoire et des communautés.

Kaléidoscope veut aller encore plus loin, en devenant non seulement une incontournable lecture du plus grand nombre possible, mais aussi une plateforme numérique interactive. Nous visons à ce que la revue et sa plateforme deviennent des outils complémentaires qui se feront écho, démarrant et nourrissant des dialogues, des réflexions et des partages de solutions autour des enjeux du développement collectif. Cette nouvelle route permettra également aux acteurs d'être encore plus présents au sein de la revue et de la multiplateforme, en s'y impliquant directement et numériquement.

Kaléidoscope a déjà grandement évolué depuis sa création, mais telle une adolescente, il lui reste encore bien des choses à apprendre, et elle est loin d'avoir atteint ses capacités maximales. Mais, comme une ado qui grandit vite, elle a aussi besoin de contributions et de matière grise pour la nourrir. Pour l'alimenter, qui de mieux que ceux et celles qui portent le développement collectif? /



Quand la rue se mobilise pour freiner l'itinérance

Révéléateur des injustices découlant de notre organisation sociale, l'itinérance est un phénomène de plus en plus complexe et prenant de nombreux visages. Si, au départ, la figure de l'itinérant était plutôt associée à celle du « robineux », celle-ci s'élargit désormais et se complexifie.

par **Anne-Marie Boucher**

Anne-Marie Boucher est détentrice d'une maîtrise en sociologie à l'UQAM et coordonne le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec depuis avril 2014. Passionnée des questions touchant la justice sociale, l'environnement et l'éducation, elle a récemment contribué à l'ouvrage *Libres d'apprendre* aux Éditions Écosociété.

La complexité des situations et des parcours liés à l'itinérance demande une diversité de réponses et de stratégies.

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à vivre en situation d'itinérance. L'amplitude d'âge s'élargit et nous retrouvons désormais des familles en situation d'itinérance, mais, surtout, des personnes âgées qui tombent dans l'itinérance ou qui finissent leurs jours dans la rue. Les personnes autochtones sont de plus en plus nombreuses, ainsi que celles issues de l'immigration et des communautés culturelles, à vivre cette situation. Plus largement, les personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance traversent un processus de rupture sociale, du fait d'un vécu de violence, de discriminations diverses, de stigmatisation, de problèmes de dépendances, etc. La complexité des situations et des parcours liés à l'itinérance demande une diversité de réponses et de stratégies: c'est pourquoi on ne peut que saluer l'adoption récente de la Politique nationale de lutte à l'itinérance, une revendication portée de longue date par le Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ).

À l'origine de la demande d'une Politique publique de lutte à l'itinérance, le RSIQ (créé en 1998) avait plusieurs raisons qui motivaient cette démarche: la nécessité d'agir en amont de l'itinérance afin de la prévenir; l'exigence que le gouvernement du Québec en fasse un enjeu de société et en assume le leadership; l'importance de coordonner les actions et les interventions afin d'éviter qu'elles se court-circuitent mutuellement et, finalement, le désir d'affirmer une vision

globale soutenue par des principes forts, notamment sur la reconnaissance des droits sociaux et économiques des personnes et de leur dignité.

Quand la rue paie: une démarche citoyenne pour une politique

Inspirés par les travaux entourant la *Politique d'intervention en matière de violence conjugale* et, plus récemment, par la *Politique de lutte à l'homophobie*, les membres du RSIQ ont demandé au gouvernement une réponse concertée et globale pour enrayer l'itinérance et ultimement la faire disparaître. Dès 2006, une large mobilisation des membres du RSIQ, soit 13 concertations régionales représentant plus de 350 organismes, a engagé une centaine d'organismes et d'individus dans la création de la plateforme de revendication *Pour une politique en itinérance*. Une nouvelle mobilisation a permis d'obtenir une Commission parlementaire sur l'itinérance, question de dresser un portrait large des enjeux et des besoins, commission au cours de laquelle des intervenants du communautaire furent entendus, ainsi que des personnes en situation d'itinérance. Les commissionnaires ont conclu « d'adopter dans les plus brefs délais une politique en itinérance » et « d'établir le plus rapidement possible un plan d'action interministériel ». De la première proposition, le gouvernement libéral de l'époque n'a retenu que le

mot « délai » alors que la seconde fut adoptée rapidement: le Plan d'action interministériel de 2010-2013 fut accueilli tièdement par le milieu communautaire, qui espérait beaucoup plus...

À la faveur des élections de 2012, le RSIQ s'est assuré d'obtenir l'appui du Parti québécois ainsi que de Québec solidaire en vue d'obtenir une politique en itinérance. C'est avec beaucoup d'espoir que fut reçu le discours d'investiture de madame Pauline Marois, qui promettait l'adoption d'une telle politique dès 2013. Le RSIQ fut partie prenante du Comité consultatif dans le cadre de l'élaboration de la politique par le gouvernement péquiste. En juin 2013, le milieu communautaire fut convoqué pour un Forum de consultation, lors duquel les pistes explorées par le Comité consultatif

furent bonifiées par les apports essentiels des participants. On y a notamment affiné le portrait des personnes itinérantes et inclut une diversité de pratiques considérées comme novatrices et essentielles.

Une politique venant combler les attentes

« La vision qui anime la Politique nationale de lutte à l'itinérance s'appuie sur l'affirmation de la dignité et des capacités, et sur la reconnaissance des droits de chaque personne. Cette politique nous invite à refuser de baisser les bras et affirme la nécessité de développer de nouvelles formes de soutien et de solidarité sociale, de participation et d'inclusion à l'égard des personnes et des familles en situation d'itinérance ou à risque de l'être¹. »

La Politique, portant le titre « Ensemble, pour éviter la rue et en sortir », fut saluée autant pour la vision globale qu'elle propose pour encadrer les pratiques que pour l'audace dont elle fait preuve dans la déclaration de ses principes.



Le RSIQ organise diverses actions afin de défendre les droits des personnes à risque ou en situation d'itinérance. Ici, participation à une manifestation conjointement organisée avec le FRAPRU, à Québec, sous le thème: « Ensemble pour qu'on s'occupe du logement social et de l'itinérance ».

La Politique en itinérance, adoptée en février 2014, fut grandement nourrie par l'expertise et la vision du milieu communautaire. On y retrouve une définition claire de l'itinérance, décrite comme un problème de société constituant un déni de droits fondamentaux de la personne. La Politique précise que l'itinérance est inacceptable dans une société comme la nôtre, et qu'il est principalement de la responsabilité du gouvernement de mettre en place des mesures pour garantir une vie digne pour tous. Enfin, la Politique énonce des orientations pertinentes, reconnaissant que la lutte à l'itinérance demande une intervention soutenue, cohérente et durable, non seulement en matière de santé et services sociaux, mais aussi concernant le revenu, l'éducation, l'insertion sociale et professionnelle, la judiciarisation et le logement.

La Politique, portant le titre *Ensemble, pour éviter la rue et en sortir*, fut saluée autant pour la vision globale qu'elle propose pour encadrer les pratiques que pour l'audace dont elle fait preuve dans la déclaration de ses principes. En faisant de l'itinérance un enjeu de société qui relève de la responsabilité de tous, la Politique énonce clairement que les politiques en matière de logement ou de revenu ont des incidences sur la précarisation des situations des personnes déjà vulnérables. L'un des aspects les plus importants de la politique est que cette dernière lie tous les gouvernements à agir pour la mise en place d'un plan d'action large et concerté.

Changement de discours à l'horizon ?

L'élection d'avril 2014 laisse poindre une possible révision des priorités du gouvernement. Il est difficile d'anticiper les enjeux qui seront débattus lors de ce mandat du Parti libéral, mais le ton adopté dès les premières semaines n'a rien de rassurant pour le milieu communautaire. Bien que le gouvernement actuel soit lié par la Politique nationale de lutte à l'itinérance, comment traduira-t-il en financement concret les principes énoncés dans la Politique? Rehaussera-t-il substantiellement le montant de l'aide sociale? Maintiendra-t-il l'engagement pris par le

Parti québécois de construire 3250 unités de logement social, dont 500 qui seraient réservées aux personnes en situation d'itinérance? Investira-t-il en amont afin de favoriser le maintien en logement ou la diversité des modèles d'insertion sociale et professionnelle? Fera-t-il une priorité de la lutte à la stigmatisation et à la judiciarisation des personnes défavorisées? Reconnaitra-t-il l'expertise majeure des acteurs du communautaire? Finalement, le gouvernement Couillard investira-t-il des ressources suffisantes dans toutes les régions afin d'améliorer le sort des personnes vulnérables, qu'elles habitent Alma, Kitcisakik, Saint-Jérôme, Gatineau ou Gaspé?

En attendant le plan d'action...

Le Réseau Solidarité Itinérance du Québec retrouve ses manches afin de s'assurer que la question de l'itinérance soit reconnue de façon claire lors du prochain budget. Un avis a été envoyé à de nombreux ministres dès l'assermentation d'avril. Une campagne de lettres en direction du premier ministre ainsi que de la ministre Lucie Charlebois, responsable du dossier de l'itinérance, s'est tenue au printemps.

Forts de cette Politique, qui pose des balises claires et puissantes pour combattre le phénomène de l'itinérance à sa source et mieux accompagner les personnes pour qu'elles s'en sortent, les acteurs du milieu de l'itinérance attendent, avec impatience et espoir, un plan d'action qui viendra faire vivre cette Politique. /

Bien que le gouvernement actuel soit lié par la Politique nationale de lutte à l'itinérance, comment traduira-t-il en financement concret les principes énoncés dans la Politique ?

1. *Ensemble pour éviter la rue et en sortir*, p. 28 : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2013/13-846-03F.pdf>

Le jardinage urbain à la rescousse de Montréal-Nord

Grâce à l'initiative de plusieurs citoyens et d'organismes de Montréal-Nord, le quartier voit naître un terrain fertile de projets d'aménagement de l'espace public, dont celui de l'îlot Pelletier. Au programme : groupes de discussions et jardinage urbain.

par Marie-Ève Voghel Robert

Depuis 2007, à l'îlot Pelletier (Montréal-Nord), un processus de revitalisation du secteur est en cours¹, avec la remise à neuf d'immeubles de l'avenue Pelletier par la Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM) et par le développement d'actions collectives et de mobilisation citoyenne, en alliance avec *Parole d'excluEs*². Grâce à cette démarche, de nombreux comités et initiatives citoyennes ont vu le jour. Entre autres, le projet de transformation d'un stationnement en espace

collectif : la Voisinierie, qui comprend maintenant un jardin collectif d'environ 50 mètres carrés ainsi que plus de 70 bacs d'espaces de plantation, cultivés par une vingtaine de jardiniers.

En parallèle à cette revitalisation, des réflexions collectives à l'échelle de l'arrondissement ont lieu quant à la définition et au développement d'un système alimentaire nord-montréalais.

C'est dans ce contexte qu'une étude sur l'état et le potentiel de l'agriculture →

Marie-Ève Voghel Robert est titulaire d'une maîtrise en études urbaines de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). Elle s'intéresse aux questions d'agriculture urbaine, périurbaine et rurale, de justice alimentaire, d'appropriation et d'utilisation de l'espace public ainsi qu'aux rôles citoyens.

Le jardin ayant lieu dans l'espace public, une telle activité est aussi une façon de s'approprier, d'habiter et d'animer cet espace.



Plantation du jardin collectif à l'îlot Pelletier – 2012.



Une participante au projet de jardin collectif.

urbaine à Montréal-Nord a été réalisée à l'été 2012, afin de proposer une vision de ce que pourrait être l'agriculture urbaine au sein de ce système alimentaire. S'en est suivi une deuxième étape; des entretiens de groupes avec à la fois des jardiniers de l'îlot Pelletier et des non-jardiniers impliqués avec le Centre d'action bénévole³. Elles visaient aussi à mieux cerner les besoins des Nord-Montréalais en matière de jardinage collectif.

Au-delà des aspects de logistique liés au projet, les citoyens ont souligné l'importance d'avoir de bonnes communications, des relations interpersonnelles harmonieuses, une bonne gestion des responsabilités et

de prendre en compte la diversité du milieu, particulièrement dans un contexte multiculturel. Plusieurs jardiniers ont aussi insisté sur l'importance de la notion de collectivité, alors que les retombées sont à la fois importantes au sein du groupe, mais également enrichissantes pour chaque individu.

Les discussions de groupe étaient axées autour de mises en situation fictives, élaborées à partir des neuf composantes de l'agriculture urbaine⁴, dont l'aménagement du territoire, la santé, l'économie et l'environnement, ainsi que par rapport aux problèmes identifiés par les jardiniers lors des bilans des saisons des années précédentes.

Les éléments qui sont ressortis de ce processus auraient tout avantage à être pris en considération dans l'élaboration de nouveaux projets d'agriculture urbaine à Montréal-Nord, mais également dans d'autres milieux aux contextes similaires. Pour les jardiniers, le jardin collectif reste un projet porteur qui permet de répondre à de nombreuses fonctions sociales, et qui va bien au-delà de la simple production de nourriture.

L'importance des relations humaines et sociales

La participation à un projet comme le jardin collectif est motivée par l'importance des relations interpersonnelles et est avant toute chose une expérience de vie dans la communauté. Cela permet de rencontrer de nouvelles personnes, de créer des liens, d'avoir des échanges enrichissants, de briser l'isolement, d'acquérir de nouvelles connaissances, etc. Le jardin ayant lieu dans l'espace public, une telle activité est aussi une façon de s'approprier, d'habiter et d'animer cet espace.

De plus, le fait de réaliser un projet avec des résultats concrets; les légumes qui poussent représentent un succès valorisant pour les participants, qui peuvent en récolter divers bénéfiques. « Moi, mon projet rêvé serait qu'il y ait plus qu'un seul jardin. Même si tout le monde n'a pas un problème d'approvisionnement ou d'argent, certaines personnes se sentent seules, alors en faisant des jardins collectifs un petit peu partout à travers le quartier, la vie serait belle! », témoigne un jardinier.

Un autre jardinier met l'accent sur la mobilisation de tous, afin d'atteindre le rêve « que chaque quartier dispose d'un projet répondant à ses besoins, comme un grand jardin, des serres, des ruches, des petits animaux, une usine de transformation manuelle des aliments, avec comme résultat la fermeture des centres d'achats ! »

Finalement, afin d'assurer une plus grande pérennité aux projets de jardins collectifs, mais aussi pour une meilleure accessibilité alimentaire dans le contexte nord-montréalais, plusieurs participants aux entretiens proposent d'intégrer des projets de jardinage collectif à d'autres projets. L'idée de créer un véritable système alimentaire à Montréal-Nord, en élaboration avec plusieurs acteurs de l'arrondissement, permettrait de répondre à certains des besoins identifiés par les résidents, comme améliorer l'accès alimentaire, favoriser la création de liens sociaux et contribuer au développement économique⁵. Pour atteindre ce but, un jardinier rêve d'une coopérative alimentaire autogérée : « Tout le monde pourrait s'y rencontrer, les chômeurs du quartier pourraient créer leurs propres emplois, de façon autogérée. »

Ce rêve restera probablement utopique, mais il représente une vision d'avenir. Dans cet esprit, un projet de coopérative de distribution alimentaire, intégrant plusieurs projets, commence à émerger à Montréal-Nord. Ce processus est pensé, dès les débuts, en co-construction entre les citoyens, les acteurs communautaires et les acteurs institutionnels. La participation des citoyens à cette démarche permettra sans doute d'intégrer certaines de leurs perspectives par rapport à l'agriculture urbaine dans le système alimentaire nord-montréalais. /



Jardin collectif à l'îlot Pelletier, dans Montréal-Nord.

1. Brutus, Nora et Jean-Marc Fontan (2008). *Mobilisation par le logement social. Projet pilote Îlot Pelletier*. Rapport sur l'évolution de la mobilisation locale autour du projet pilote Sélection des locataires. En ligne : <http://iupe.files.wordpress.com/2009/11/brutus1.pdf>.
2. *Parole d'excluEs* est un organisme qui agit depuis ses débuts dans une perspective de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, selon un principe de croisement des savoirs entre les citoyens, le monde communautaire et le monde universitaire, et selon une approche de mobilisation citoyenne via le logement communautaire.
3. http://www.uccs.inrs.ca/sites/default/files/centre_uccs/pdf/Voghel-Robert_Marie-Eve_MA_2014.pdf
4. Legault, Anne-Marie (2011). « Le jardin collectif urbain : Un projet éducatif holistique et fondamentalement politique ». *Éducation relative à l'environnement*, UQAM, 9: 181-202.
5. Les besoins identifiés sont issus des bilans des saisons précédentes de jardinage collectif ainsi que d'une étude réalisée en 2008 : Fontan, Jean-Marc et Patrice Rodriguez (2009). « Étude sur les besoins et les aspirations des résidents de l'îlot Pelletier – Synthèse des recherches effectuées : Similitudes et différences des différents acteurs rencontrés », *Cahier de l'ARUC-ÉS et du Service aux collectivités de l'UQAM*, no C-02-2009.

Formations et webinaires 2014 - 2015 - Sur mesure, pertinents et qualifiants!

- **Animer et accompagner les processus collectifs**
MONTRÉAL 17 et 18 décembre 2014 / QUÉBEC 20 et 21 mai 2015
- **Stratégie de mobilisation pour le développement des collectivités locales**
MONTRÉAL 18 et 19 février 2015
- **Webinaires thématiques dans le cadre de notre ZOOM sur l'engagement citoyen**
6 novembre et 4 décembre 2014 - En ligne par visioconférence



Communagir

www.communagir.org/calendrier

Ouvrir les gouvernements à la consultation 2.0

Les gouvernements d'aujourd'hui font face à des contraintes budgétaires, simultanément à une crise de confiance démocratique, les deux ayant des effets néfastes sur le tissu social. Il est donc important d'augmenter la transparence et de favoriser, en dehors des périodes électorales, une plus grande participation citoyenne dans les prises de décision. Sans un engagement significatif des citoyens à long terme, ces derniers continueront à se méfier du gouvernement et à s'opposer aux décisions auxquelles ils n'ont pas pris part.

par **Jean-Noé Landry** et **Stéphane Guidoin**

**Il faut des outils
de participation
citoyenne numérique
spécifiques pour
créer des espaces
récurrents
d'engagement
à vocation
démocratique.**

De nombreux gouvernements tentent d'amener la discussion démocratique sur internet dans l'espoir de la rendre plus accessible, notamment par l'entremise des réseaux sociaux. Si cette démarche est pertinente, elle atteint rapidement ses limites. En effet, les médias sociaux ne sont pas adaptés pour interroger les citoyens de manière structurée, pour publier une information complexe ou pour créer un engagement se transformant en actes quantifiables.

La participation citoyenne est nécessaire à la vitalité de la vie démocratique, mais il existe un vide numérique à combler. Il est temps de mieux équiper les personnes qui dirigent notre gouvernement au jour le jour. Il leur faut des outils de participation citoyenne numérique spécifiques pour créer des espaces récurrents d'engagement à vocation démocratique. En effet, nous pouvons mettre à contribution les nouvelles technologies pour le développement collectif de nos communautés, à l'aide de composantes interactives et d'outils numériques. Par exemple, le simulateur budgétaire *Budget'* utilisé quatre années de suite par l'arrondissement Plateau-Mont-Royal, qui permet aux citoyens de réaffecter la manière dont les impôts sont dépensés, ou encore de rééquibrer le budget de sa propre municipalité en

apportant des changements à une sélection de programmes et de services. Le tout en l'espace de dix minutes à partir de son téléphone portable.

Il est nécessaire d'innover dans la consultation citoyenne et de développer une démarche hybride qui combine les forces du numérique et les méthodes de consultations traditionnelles.

Jusqu'à maintenant, les municipalités qui utilisent de tels outils numériques sur mesure ont obtenu une nette augmentation du taux de participation citoyenne. Dans certains cas, elles sont passées d'une poignée de participants aux rencontres publiques à plusieurs centaines, voire des milliers de répondants lors de consultations en ligne – et ce, à faible coût.

Le numérique offre aussi une possibilité d'interaction plus satisfaisante et éducative pour les citoyens, qui deviennent ainsi de véritables parties prenantes au processus, et non simplement des usagers de services. Le système de votes du *Budget participatif de Paris*², implanté cette année, qui demande aux citoyens de voter sur des projets prioritaires, est un bon exemple de responsabilisation. En s'appropriant ainsi des informations et en participant à des choix stratégiques, les citoyens apprécient

la réelle complexité du travail des gestionnaires gouvernementaux, voyant que ceux-ci deviennent des interlocuteurs respectueux de leur opinion.

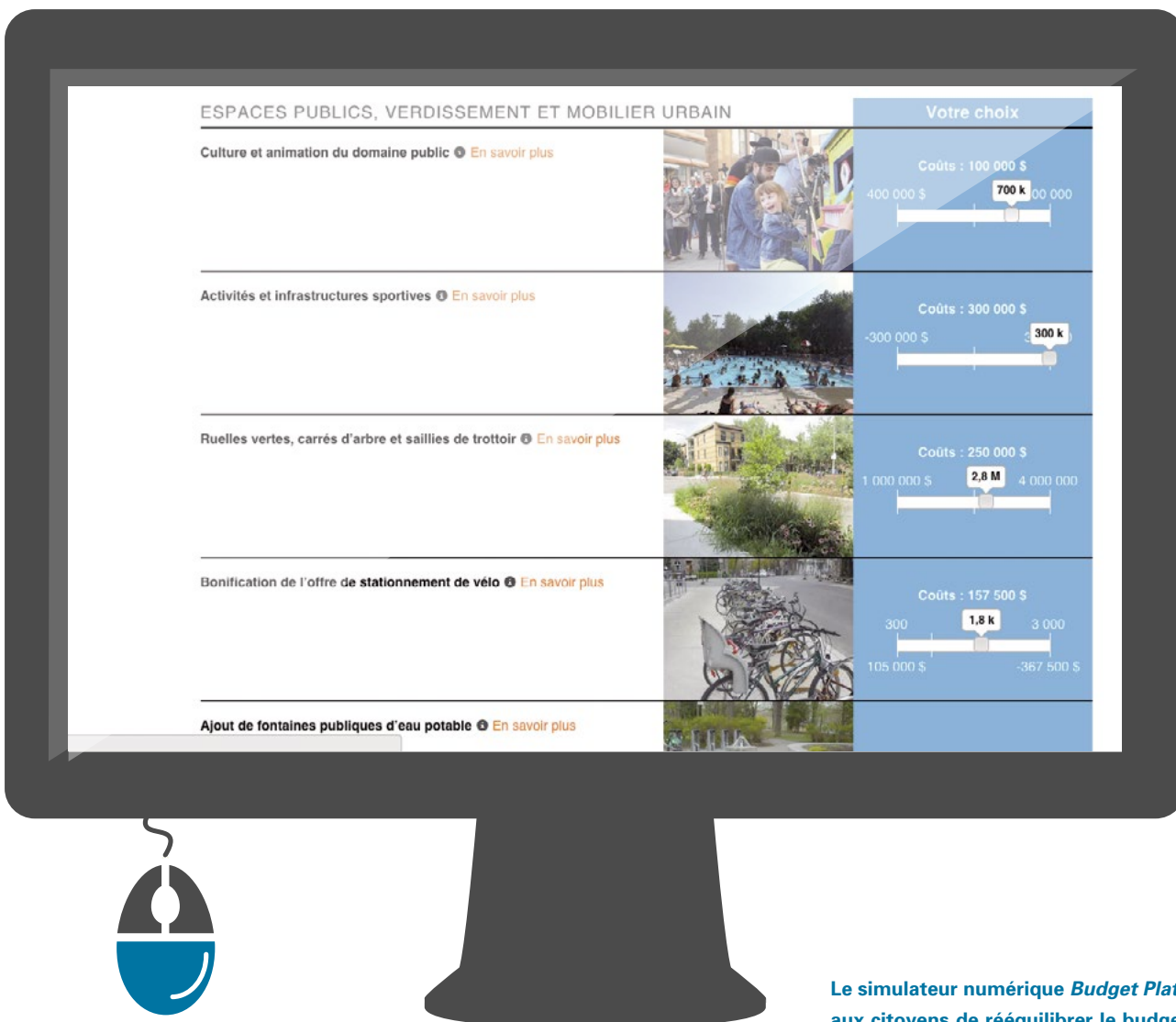
La consultation budgétaire numérique permet à des milliers de personnes de mieux comprendre le fonctionnement d'un budget municipal et de donner leur avis. En retour, les décideurs publics en retirent une compréhension structurée de l'opinion publique.

Les résultats d'une consultation numérique budgétaire permettent de rassembler les personnes et les organisations concernées autour de discussions en profondeur. Utilisé ainsi, le numérique apporte une va-

leur ajoutée en augmentant l'intelligence collective. Il est facilement envisageable de consulter les groupes communautaires et les tables de concertation en amont et en aval d'une consultation numérique. Le numérique a sa place dans un cercle vertueux de participation citoyenne, mais il faut bien l'utiliser.

Le 2 septembre dernier, le gouvernement du Québec a invité la population à lui faire part de ses réflexions, commentaires et suggestions à propos de la révision des programmes en se prononçant sur la tribune web *Exprimez-vous!*³. Si l'ambition est louable, la portée de cet exercice est →

Les municipalités qui utilisent des outils numériques sur mesure ont obtenu une nette augmentation du taux de participation citoyenne.



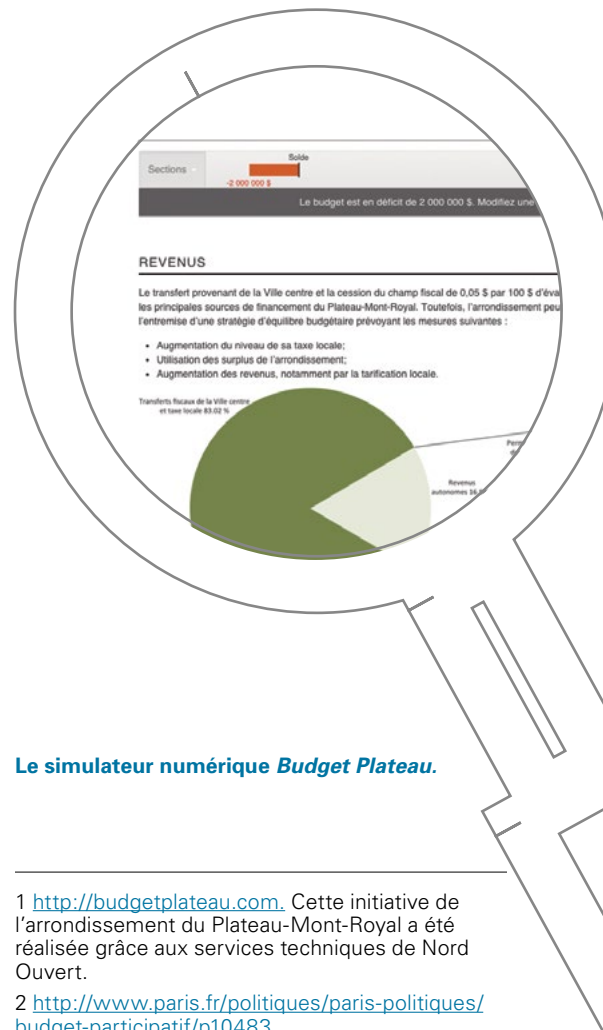
Le simulateur numérique *Budget Plateau* permet aux citoyens de rééquilibrer le budget en apportant des changements à une sélection de programmes et de services.

**Un nombre croissant
de citoyens
reprennent goût
aux activités
démocratiques grâce
à des solutions
numériques comme
Budget Plateau.**

limitée étant donné sa structure et la qualité des informations qu'elle permettra de récolter. Le format ouvert du formulaire de la tribune ne favorise pas l'interactivité et la priorisation des commentaires, et complique la possibilité de quantifier efficacement les résultats. La documentation pour appuyer les citoyens dans leur formulation de commentaires aurait pu être plus accessible et conviviale à l'aide de visualisation, par exemple. Les lacunes actuelles pourraient faire diminuer le taux de participation.

Malgré tout, cette tribune *Exprimez-vous!* pourrait être utile aussi longtemps qu'elle sert à amorcer un processus de consultation plus structuré et interactif, comme nous l'avons déjà vu au Québec avec la consultation publique Web 2.0⁴ en 2011-2012⁴.

La participation citoyenne, si nécessaire à la vitalité de la vie démocratique, se complexifie. Nous pouvons aider les gouvernements à donner un sens à ce qui peut leur sembler être un casse-tête de demandes citoyennes. Un nombre croissant de citoyens reprennent goût aux activités démocratiques grâce à des solutions numériques comme *Budget Plateau*. Non seulement en votant, mais en ayant la chance de faire connaître leur opinion auprès des élus, des gestionnaires de services et de programmes, et surtout des membres de leur propre communauté. /



Le simulateur numérique *Budget Plateau*.

1 <http://budgetplateau.com>. Cette initiative de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a été réalisée grâce aux services techniques de Nord Ouvert.

2 <http://www.paris.fr/politiques/paris-politiques/budget-participatif/p10483>

3 <https://revisiondesprogrammes.gouv.qc.ca/accueil/>

4 <http://www.consultationgautrinweb2.gouv.qc.ca/>

Centre Interculturel l'Auditoire

Devenez membre
individus: 25\$
organisations: 50\$

ouverture début 2015

Propulsé par  radio
centre-ville
102.3 FM

Informations: <http://lauditoire.radiocentreville.com> | 514.495.2597

Passer de la violence à la solidarité à Monterrey

À Monterrey, ville de 1,1 million d'habitants située au nord du Mexique, l'aménagement des espaces publics ne correspondait pas aux besoins réels de sa population. Tellement que pour contrer le problème de violence et d'appropriation de la ville, citoyens et commerçants se sont unis pour développer des initiatives d'occupation de l'espace. Récits de deux projets s'avérant plus que positifs pour la communauté mexicaine.

par **Karen Hinojosa** et **Carlos Aparicio**



À San Pedro de Pinta, les terre-pleins centraux des boulevards Calzada San Pedro et Calzada del Valle ont été transformés en lieux de réunion dominicale. Ici des artistes locaux exposant leurs œuvres.

Située au nord-est du Mexique, à 200 km de la frontière du Texas, la zone métropolitaine de Monterrey (ZMM) est l'un des pôles industriels et économiques les plus importants de l'Amérique latine. Plus de quatre millions de personnes habitent Monterrey, troisième métropole mexicaine en terme d'habitants, étendue sur près de 6400 km carrés, et qui regroupe douze municipalités.

Des études comme celles de Schteingart (2001)¹, ainsi que de González et Villeneuve (2007)², ont démontré que la ville de Monterrey et les municipalités avoisinantes « offrent la situation sociospatiale la plus favorable par rapport à d'autres zones métropolitaines mexicaines ». Toutefois, la ZMM est composée de lieux où la ségrégation socioterritoriale est évidente, comme l'illustre la prolifération d'ensembles résidentiels

fermés, où l'espace partagé est privé. Par conséquent, les lieux publics traditionnels semblent insuffisants et inaccessibles pour plusieurs personnes de différents niveaux socio-économiques. C'est dans ce contexte que la population elle-même a réclamé l'utilisation d'espaces tels que la rue, la place publique ou les aires de stationnement pour y réaliser des activités civiques et y faire de l'intégration sociale.

La création collective de l'espace public

Dans les grandes zones métropolitaines comme Monterrey, les gouvernements locaux ont été les promoteurs de grands projets d'aménagement des espaces publics. Mais cette approche du type « top-down », c'est-à-dire du gouvernement vers la →

Karen Hinojosa est étudiante au doctorat en philosophie avec orientation en architecture et sujets urbains à la faculté d'Architecture, *Universidad Autónoma de Nuevo León*.

Carlos Aparicio est professeur-chercheur à temps plein à la faculté d'Architecture, *Universidad Autónoma de Nuevo León* et membre du Système national de chercheurs du Mexique, niveau 1.

La zone métropolitaine de Monterrey est composée de lieux où la ségrégation socioterritoriale est évidente, comme l'illustre la prolifération d'ensembles résidentiels fermés, où l'espace partagé est privé.



Vélos et planches à roulettes à San Pedro de Pinta.



San Pedro de Pinta - Stands de nourriture saine au Marché de la Fregonería, organisé par les voisins.

A titre d'exemple de lieux publics, les terre-pleins centraux des boulevards Calzada San Pedro et Calzada del Valle sont devenus, avec le temps, des lieux de réunion dominicale pour plus de 10 000 personnes de tous âges.

communauté, a eu comme résultat de ne pas toujours répondre aux besoins de divertissement et de socialisation de la population. Toutefois, dans plusieurs des municipalités qui composent cette zone urbaine, les espaces publics intégrateurs deviennent des outils de création de communautés, de cohésion sociale, en plus de se transformer en lieux de négociation et d'élimination des différences sociales. Parmi les exemples de réactivation de l'espace urbain, on peut souligner deux événements, réalisés à partir d'initiatives citoyennes, et qui ont obtenu l'appui des autorités: San Pedro de Pinta et le Mercado de la Luz. Cette création de l'espace «bottom-up», c'est-à-dire née au cœur d'une communauté, a permis un vaste engagement de la société. De plus, le développement de ces initiatives a favorisé l'émergence d'un sentiment de fierté et de propriété chez les personnes qui y ont participé.

San Pedro de Pinta

Cette municipalité latino-américaine, connue pour ses 26 mètres carrés d'espace vert par habitant, fait maintenant partie de la zone métropolitaine de Monterrey. Son plan de développement vise à en faire «une municipalité intégrée socialement, avec un développement durable assuré par l'implication de ses habitants»³ [traduction libre]. À titre d'exemple de lieux publics, les terre-pleins

centraux des boulevards Calzada San Pedro et Calzada del Valle sont devenus, avec le temps, des lieux de réunion dominicale pour plus de 10 000 personnes de tous âges, qui y marchent avec leurs animaux de compagnie et se promènent en vélo ou en planche à roulettes, lors de l'événement nommé San Pedro de Pinta.

Or, la ZMM a souffert d'une forte escalade de violence entre 2006 et 2012, ce qui a incité les populations à renoncer à utiliser les espaces publics. Devant cette problématique, l'Institut municipal de planification urbaine (IMPLAN) a fermé la Calzada del Valle le matin du dimanche 27 mars 2011, et ce, pour quelques heures, dans le but d'encourager l'utilisation des vélos comme moyen de transport. Le projet a été bien accueilli par le public, ce qui a incité le gouvernement, par le biais des organismes municipaux impliqués dans le développement social et environnemental, à rendre cette activité hebdomadaire.

Quelques personnes ont créé le Marché de la Fregonería, un espace où des commerçants locaux peuvent offrir leurs produits. D'autres commerces, après avoir vu le succès de l'initiative, se sont joints au projet en tant que partenaires. Au-delà de la participation publicitaire, ces partenaires offrent également une infrastructure qui permet aux enfants de s'amuser. À plusieurs égards, San Pedro de Pinta est une véritable foire com-

munautaire. Ce qui a commencé comme une simple activité cycliste au milieu d'une vague de violence et de méfiance est devenu un modèle de récupération du sens communautaire, de la sécurité et de la paix.

Le cas du Mercado de la Luz

Au centre-ville de Monterrey se déroulent, deux vendredis par mois, les activités du marché écoculturel de la Plaza de la Luz, depuis le 3 mai 2013. Il s'agit d'un projet citoyen qui a pour but de récupérer des espaces publics et provoquer des rencontres. Cette initiative est une plateforme qui vise à promouvoir les œuvres d'artistes, d'artisans et de petits producteurs d'aliments sains, le tout autour de principes solidaires, de permaculture et d'une conscience écologique; on y offre aussi un programme artistique et culturel gratuit pour tous les visiteurs, lesquels appartiennent à différentes classes sociales et proviennent de plusieurs quartiers de la ville.

Sur place, les exposants locaux offrent des produits de qualité à des prix accessibles, tels que meubles, œuvres d'art et accessoires de mode. Les événements se déroulent l'après-midi, car la chaleur est un facteur important à considérer à Monterrey. Les soirées sont toujours accompagnées de danse, de musique, ainsi que d'ateliers pour le grand public. Malgré certains résidents du quartier de la Luz qui ont manifesté leur mécontentement face à ce projet à cause de l'augmentation du bruit et du trafic, le projet est bien reçu par la société de Monterrey.

Le Mercado de la Luz au sud de la métropole

Après le succès du marché de la Luz dans le centre-ville les vendredis soirs, plusieurs marchands ont décidé de s'établir dans les aires de stationnement d'une place commerciale au sud de Monterrey, dont les locaux n'ouvrent pas le dimanche. Depuis l'an 2000, cette zone présente une forte croissance immobilière, due à l'augmentation du nombre de constructions, autant commerciales que résidentielles. Grâce au désir de transformer ces lieux morts en des espaces publics, le parc de stationnement présente

aujourd'hui un modèle intéressant d'utilisation temporaire d'un espace qui n'est habituellement pas public.

La rue collective

San Pedro de Pinta et le Mercado de la Luz sont des exemples intéressants d'action citoyenne dans l'espace public. Des endroits comme une rue ou une aire de stationnement, qui ne sont traditionnellement pas considérés comme des espaces publics, deviennent de véritables lieux d'intégration sociale. Au cours des presque cinq ans de vie de ces deux projets, ces derniers ont réussi à transformer la perception existante de l'espace urbain. Dans les deux cas, chaque personne qui y participe devient un acteur jouant un rôle dans l'animation de ces activités.

À San Pedro de Pinta, les commerçants ont ajouté une infrastructure d'appui à leurs activités, ce qui leur a permis de solidifier leur projet tout en se faisant de la publicité. Le gouvernement surveille et ferme ces rues à la circulation des automobiles afin de faciliter les déplacements à pied pendant les horaires d'occupation du projet. Au Mercado de la Luz, les commerçants sont motivés à utiliser l'espace public, et la population de toute la ZMM s'y donne rendez-vous pour consommer des produits écologiques et locaux. Un espace bien rempli encourage d'autres personnes à se promener ou à flâner dans les espaces verts. Le véritable succès des deux projets réside dans le désir qu'ont eu ces personnes de se rencontrer dans un espace générateur de bénéfices collectifs. /

Ce qui a commencé comme une simple activité cycliste au milieu d'une vague de violence et de méfiance est devenu un modèle de récupération du sens communautaire, de la sécurité et de la paix.

1. Scheingart, Martha, 2001. La división social del espacio en las ciudades. *Perfiles Latinoamericanos XIX*: 13-31. México: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales.

2. González, Salomón et Paul Villeneuve, 2007. Transformaciones en el espacio socioresidencial de Monterrey, 1990-2000. *Estudios demográficos y urbanos XX* (1): 143-178. México: El Colegio de México.

3. Dirección de Planeación y Evaluación de políticas públicas de San Pedro (2012), Plan Municipal de Desarrollo 2012-2015, Vision, p. 19.

DOSSIER

Le développement collectif dans l'espace public

L'espace public. Thème large et flou, qui englobe une multitude de sphères, de sujets, de significations. S'interroger à son sujet demeure néanmoins pertinent. Comment s'exprime-t-il exactement? À travers quels médias, sur quelles plateformes? Où gagne-t-il en visibilité? Comment s'arrime-t-il avec les institutions et quels buts visent celles-ci en s'exposant dans la rue et dans l'espace culturel?

par **Gabrielle Brassard-Lecours**

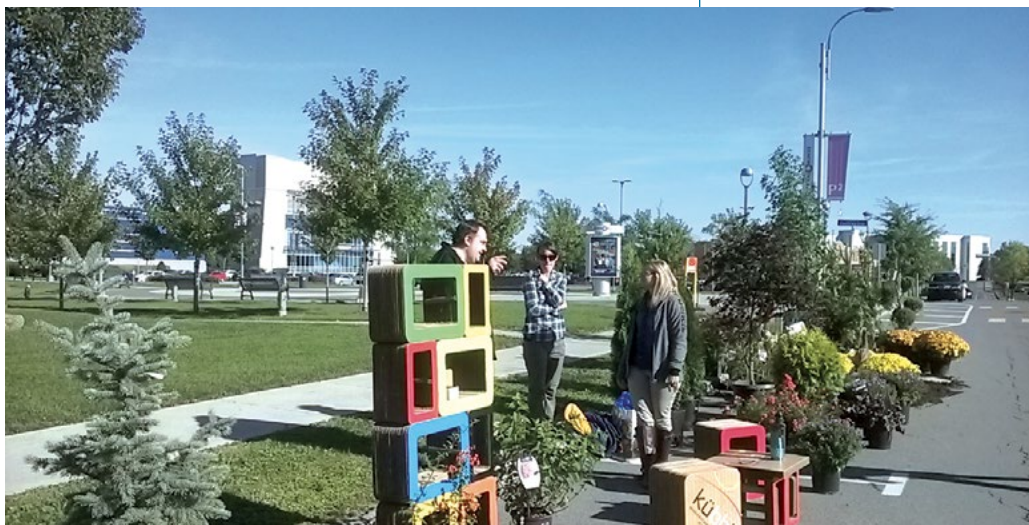
C'est à toutes ces questions – parmi tant d'autres possibles – que nous tentons de répondre dans le dossier de ce numéro. La tâche est triple: un exercice de réflexion, un travail de recension et une phrase de questionnement des initiatives de développement collectif qui ont attiré notre attention.

Nous trouvons intéressant de chercher à capter cette mouvance en l'examinant par le biais des médias, du territoire, des institutions et de l'art. Pour chacun de ces angles, nous prenons le pouls du développement collectif, pluriel et mouvant. Comment faire pour qu'il soit le plus souvent possible exposé au regard des gens? Peu de grands médias s'y attardent, des liens restent à tisser entre citoyens et institutions. L'art qui s'en inspire mérite qu'on ralentisse quand on le croise et qu'on s'attarde à ce qu'il incarne; il mérite d'être compris et utilisé à des fins sociales et collectives.

Comme l'explique Marcelo Solervicens, directeur général de Kaléidoscope, il est nécessaire et impératif que l'espace public soit un lieu de délibérations, de prise en charge et de paroles citoyennes. Entre l'État et le citoyen ne reste souvent que la rue, espace collectif et libre, où il est possible de s'indigner, de s'opposer aux politiques. C'est là aussi que se développent des projets qui partent de la base, et qui permettent, à l'échelle humaine, d'améliorer la société dans laquelle nous vivons.

Illustrer le flou

Comment illustrer ce thème de l'espace public sur la page couverture de *Kaléidoscope*? La réponse nous est venue grâce à un événement – très concept – qui englobe la plupart des aspects de l'espace public auxquels nous nous intéressons: *le PARK(ing) Day*, événement annuel dans plus de 160 villes à travers le monde, réparties dans 35 pays. Le *PARK(ing) Day* vise à rassembler artistes, citoyens, élus et organisations afin de transformer, le temps d'une journée, des cases de stationnement en lieux publics à l'usage de tous. Il s'agit de se réapproprier ces espaces, et d'animer, de façon ludique et festive, le débat autour de leur potentiel pour d'autres usages que leur occupation passive par des voitures.

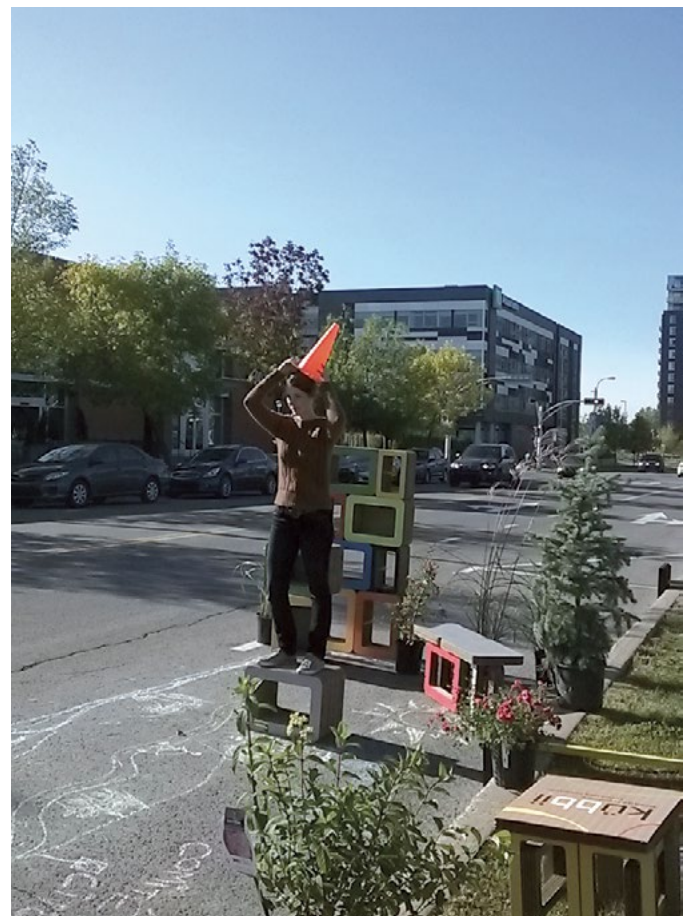




Fin septembre dernier, le Québec n'était pas en reste autour de cet événement original et inusité. Les villes de Montréal, Laval, Québec, Saint-Jérôme et Sherbrooke, entre autres, ont choisi d'embellir quelques espaces pour le *PARK(ing) Day*. C'est à Laval que *Kaléidoscope* a trouvé l'inspiration pour sa page couverture. Dans un décor urbain (fait entièrement de matériaux recyclés) et verdi grâce à un partenariat avec une pépinière locale, notre modèle, Frédérique Pellerin-Catellier¹, s'est adonnée au difficile exercice d'occuper l'espace public, notamment en interpellant les voitures passantes.

Illustrant à la fois l'idée de prendre la parole, d'occuper physiquement l'espace tout en le meublant d'art urbain et écologique, notre page couverture reflète les enjeux auxquels nous expose le thème complexe de l'espace public.

Et *Kaléidoscope*, dans tout cela? La revue doit se poser, encore et toujours, les questions soulevées dans notre dossier, alors que son avenir reste à solidifier et que nos efforts tendent vers une diversification de nos services, de nos partenaires et de nos plateformes. C'est avec vous, agents de réflexion et courroies de transmission, que *Kaléidoscope* veut identifier les enjeux du développement collectif et stimuler les discussions. Se questionner est sain. Notre désir à tous est que le développement collectif soit au cœur de nos débats et de nos échanges. /



Séance photo au *PARK(ing) Day* de Laval pour la couverture de *Kaléidoscope*.

1. Chargée de projet au Conseil régional de l'environnement de Laval (CRÉ), organisme responsable du *PARK(ing) Day* de Laval.

Menaces et/ou opportunités ?

L'automne québécois est chauffé à blanc par les annonces de compressions des dépenses de l'État, en vue de juguler le déficit, sous fond de menaces d'une transformation radicale de l'État. Tout serait à réévaluer pour ouvrir la voie à de nouvelles façons de faire qui bouleverseront les relations de l'État avec la société civile et les citoyens. Le débat qui découle de cette stratégie de communication dans l'espace public ne vise, finalement, qu'à accroître l'acceptabilité sociale de cette révolution à saveur de réingénierie en laissant de côté le sens profond de la métamorphose en cours.

par **Marcelo Solervicens**, directeur général de Kaléidoscope

Le premier réflexe des opposants à ces coupures majeures est d'occuper l'espace public en rappelant ses obligations sociales à l'État. Pourtant, force est d'admettre que cela ne suffit pas, puisque l'opinion publique semble quand même favorable à la réduction du déficit et ouverte à une réforme de l'État. L'enjeu est de taille et affectera assurément le sou-

tien aux expériences de développement collectif au Québec. Celles-ci, bien qu'apparemment fragiles, démontrent une résilience remarquable et un impact social indéniable. La question se pose : l'actuel foisonnement d'initiatives (locales et régionales) de développement collectif a-t-il un avenir? Est-ce que les nouvelles politiques publiques faciliteront ou limiteront davantage la prise en charge par les acteurs du développement de leur collectivité? Quels seront les effets sur la participation citoyenne – acteurs privés, sociaux et institutionnels – suite à l'élimination de programmes jugés inutiles?

Espace public et développement durable

Le Québec subit lui aussi les effets du compresseur mondial sous lequel plusieurs crises s'agglutinent et contestent la centralité de l'État. Comment, dans ces conditions, repenser la relation entre la société et l'État?

L'espace public est une construction dynamique de rapports sociaux, économiques et politiques, qui façonnent les identités et les cultures. Depuis longtemps, l'État québécois réglemente l'occupation du territoire. Ces dernières années, il a souvent ajouté aux objectifs de croissance économique une préoccupation pour le développement durable, reconnaissant ainsi le caractère limité des ressources naturelles et la fragilité des écosystèmes.

Force est d'admettre que le consensus favorable au développement durable et à la protection de l'environnement, dans l'espace public, a forcé le dialogue entre décideurs et acteurs du développement collectif local ou régional. Or, au-delà des différences évidentes entre les territoires urbains et ruraux, il reste beaucoup à faire pour reconnaître la diversité des approches et pour favoriser l'inclusion de tous les acteurs locaux. Au fil des années et des régimes, l'État québécois a favorisé la décentralisation de certains pouvoirs et quelques approches intégrées et la concertation des acteurs institutionnels, privés, sociaux et culturels afin de mousser l'appropriation du territoire et bâtir des programmes axés sur la mobilisation des collectivités.



Malgré un nombre certain d'expériences positives, le bilan n'est pas tout rose : des cloisonnements persistent. Pire, la juxtaposition de thématiques sectorielles et la multiplication des politiques (de croissance économique, de développement social et de développement local) finissent par épuiser et décourager la participation citoyenne. Ajoutons à cela la tendance marquée à mettre les collectivités au service des programmes... au lieu de l'inverse. En résumé, la contribution innovante des acteurs du développement collectif aux objectifs du développement durable risque de disparaître si les voix fortes des acteurs du développement collectif n'investissent pas l'espace public.

Espace public et démocratie

Le désengagement de l'État remet en question les conditions de l'exercice de la démocratie. Tandis que la participation électorale chute vertigineusement, le cynisme envers les élus monte en flèche – suite aux révélations entendues à la Commission Charbonneau, notamment – tout comme s'amplifient les inégalités sociales, la pauvreté et l'exclusion. L'élargissement de l'espace public est donc plus qu'un besoin démocratique, il devient une nécessité vitale. L'espace public est essentiel à toute vie démocratique, car il permet le consensus sur les transformations nécessaires ou sur l'acceptabilité des décisions politiques impopulaires. La vitalité de la démocratie repose certainement sur la compétence des citoyens à exercer leurs droits et leurs responsabilités politiques, mais surtout sur la disponibilité, dans l'espace public, de lieux qui leur permettent d'exercer ces droits.

L'État québécois a historiquement mis en œuvre un large éventail de politiques publiques via ses institutions publiques et parapubliques. Malgré certaines pratiques de contrôle et de subordination des acteurs aux programmes étatiques, il y a eu plein d'expériences innovantes de participation citoyenne entreprises par les élus municipaux, le secteur privé, celui de l'économie sociale, celui du monde communautaire et diverses actions citoyennes.. De ce fait, les citoyens revendiquent, de plus en plus dans l'espace public, un droit de regard sur les politiques et les projets →





qui ont un impact direct sur leur vie. Les exemples de révision des politiques gouvernementales, tels que le débat sur l'éducation qui n'a pas gagné l'opinion publique, sont légion, et montrent que la démocratie moderne engage le citoyen tant à court qu'à long terme.

Le processus de désengagement de l'État qui sous-tend la lutte contre le déficit énonce que l'État ne peut pas TOUT faire et qu'il a intérêt à favoriser la participation citoyenne; notamment pour la prise en charge par les citoyens et les collectivités de nouvelles responsabilités, tout en favorisant les médiations propres à une société pluraliste. Toutefois, plusieurs visions de la démocratie s'affrontent actuellement, et la montée de la participation citoyenne n'est pas comprise ni acceptée par tout le monde. L'élargissement de l'espace public par la délibération est le moyen de renforcer la prise en charge citoyenne. C'est la meilleure voie pour valoriser la qualité de vie grâce au développement collectif et à la solidarité sociale. C'est aussi le meilleur rempart pour éviter les

tendances oligarchiques, toujours présentes dans les démocraties modernes, ici comme ailleurs.

Espace public et communication sociale

L'espace public se construit par la discussion citoyenne en dehors de l'espace politique et de l'espace privé. Historiquement, le premier à nommer cet espace public fut le philosophe allemand Emmanuel Kant qui, au 18^e siècle dans la mouvance du Siècle des Lumières, annonçait ainsi l'affranchissement du citoyen des pouvoirs absolus de l'État. La rue fut un des premiers lieux de la délibération. De nos jours, la réalité est plus complexe, mais il reste qu'entre l'État et les citoyens, l'espace public est une médiation qui façonne l'opinion publique et qui rend imputable l'État face à la société. On assiste actuellement à un éclatement de l'espace public dans une pluralité de scènes et de dimensions locales ou internationales, qui ne se confondent pas avec les lieux politiques traditionnels comme l'Assemblée nationale et les caucus de parti. Ces espaces publics, où le pouvoir citoyen n'est pas délégué, mais plutôt assumé directement, mettent en lumière le fait que le citoyen existe entre les élections et qu'il veut s'impliquer avec d'autres pour faire face aux politiques publiques qui l'affectent directement ou, mieux encore, pour prendre carrément en charge l'amélioration de son environnement immédiat.

La construction de l'opinion publique en espace symbolique de médiation entre l'État et les citoyens permet un processus de communication où s'élabore ce qui est acceptable à un moment donné. Les moyens de communication de masse traditionnels participent à la construction du discours public, mais ils ne sont plus les seuls. Les médias communautaires, alternatifs ou sociaux rendent maintenant accessible l'espace public à toute une diversité citoyenne; s'en suit une riche mouvance de pensée, de classe ou de sexe qui favorise l'émergence de pratiques innovantes et construit autrement l'espace public. Devant la forte tendance vers le désengagement de l'État proposée par le politique, les acteurs du développement collectif doivent massivement accéder à l'espace public pour éviter que celui-ci ne soit réduit à la seule mise en scène des élites... qui ne communiquent qu'entre elles. /

Le développement collectif: le mal-aimé du journalisme ?

Les enjeux du développement collectif sont davantage traités par les médias alternatifs que les médias de masse (voir article p. 22). Pourquoi? Est-ce simplement à cause de contraintes économiques? De choix éditoriaux? De la rapidité de l'information aujourd'hui? Pour en discuter, *Kaléidoscope* a réuni pour ce *Regards croisés* Monique Moisan, cofondatrice et membre du collectif de la revue *À Bâbord!*, une publication indépendante paraissant tous les deux mois, et Robert Maltais, journaliste et directeur du certificat en journalisme de l'Université de Montréal.

avec **Monique Moisan** et **Robert Maltais**
par **Gabrielle Brassard-Lecours**

K – À votre avis, pourquoi les médias traditionnels ne s'intéressent-ils pas, ou si peu, aux enjeux du développement collectif?

Monique Moisan (M.M.): Je ne connais pas le pourquoi, exactement. C'est sûr qu'il y a des questions de formats ou de priorités. Le métier a beaucoup changé. J'ai été agente de communication pendant 10 ans, entre autres au service de l'information de la CSN, et tout le monde consulte les fils de presse comme CNW. Y a-t-il encore un journalisme « de terrain » dans les grands médias? Ne se reposent-ils pas plutôt sur les agents de communication et leurs communiqués? Mon seul constat est que les grands médias ne font pas un certain nombre de choses, et nous, on peut le faire de façon alternative.

K – Vous ne sentiez pas que vous aviez cette liberté dans les grands médias?

M.M.: *À Bâbord!* est né de notre manque, en tant que personnes actives dans les luttes sociales et les milieux militants, d'avoir une tribune où parler des enjeux qui nous intéressaient, dont ceux du développement collectif. C'est ce qu'on rêvait d'avoir. Dès la fondation d'*À Bâbord!*, nous nous sommes positionnés en marge des grands médias. Notre premier objectif était d'offrir des analyses objectives, mais en visant un lectorat issu des syndicats, des organismes communautaires, des mouvements sociaux, qui ont chaque jour des décisions à prendre et qui doivent se positionner sur un certain nombre de choses reliées à l'actualité et qui ne retrouvent pas ailleurs d'analyses en ce sens.

Robert Maltais (R.M.): Pour moi, ce que vous faites, c'est du journalisme engagé, qui a sa place, et qui n'est pas

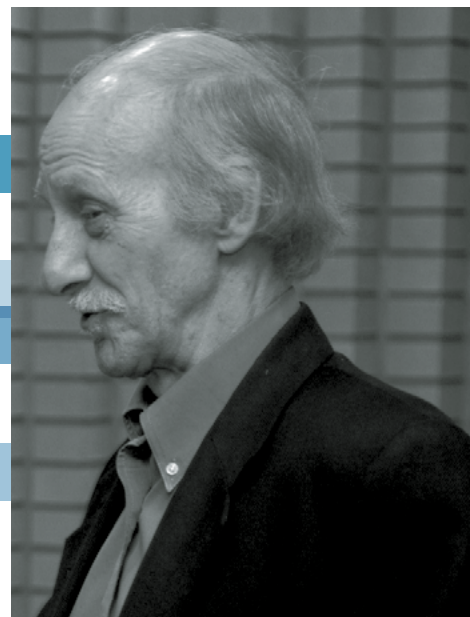
incompatible avec les médias traditionnels. Je dirais même plus, ça provoque une prise de conscience auprès des médias traditionnels. Ils se disent: « N'a-t-on pas des œillères? Comme médias traditionnels, ne devrions-nous pas élargir notre vision? » Je ne suis pas d'accord avec le militantisme aveugle, mais le regard que l'on peut porter sur les médias traditionnels peut être critique aussi. Je crois que les médias ont besoin de se reconfigurer, de s'enrichir de voix plurielles. Il en manque. Il n'y a pas que des faits divers ou de la politique; notre regard devrait être plus large. Surtout à notre époque, où tout va très vite. Le vrai journalisme, à la base, est un métier de contenu, de recul et d'analyse. Pour moi, twitter qui nous dit qu'il y a un mort et deux blessés, c'est de l'information, ce n'est pas du journalisme. Un vrai média en est un d'opposition, de réflexion. Vous (*À Bâbord!*) remplissez un creux que nous n'occupons pas. Les médias traditionnels devraient intégrer votre analyse.

K – Est-ce que vous pensez que les grands médias considèrent que les enjeux du développement collectif ne sont pas intéressants pour le grand public?

R.M.: Ce n'est pas nécessairement ça. C'est simplement que moi, en tant que journaliste, je n'ai pas envie de me faire rentrer dedans ni endormir par ceux qui sont des écologistes finis, par exemple. Je n'ai aucune envie de défendre quelque mouvement que ce soit. Je ne suis pas le défenseur ni de la droite, ni de la gauche, ni des bons, ni des méchants. C'est ma position de départ; nous ne sommes pas des vendeurs de salade. Mais nous avons peut-être un problème. Nous ne sommes peut-être pas assez ouverts aux sujets collectifs. →



Monique Moisan, cofondatrice et membre du collectif de la revue *À Bâbord!*.



Robert Maltais, journaliste et directeur du certificat en journalisme de l'Université de Montréal.

Mais qu'est-ce que les groupes attendent de la presse ? Ce n'est pas notre travail de relayer leur vision, parce que parfois, c'est ce qu'ils attendent de nous. Et parfois, certains groupes nous approchent en disant « On sait bien, vous ne vous intéressez pas à ce qu'on fait ». Ce n'est pas une façon de fonctionner. Des sujets plus locaux ou plus citoyens, moi, j'en ai déjà couvert, parce que je le décidais, et ce, spontanément. Ce n'était pas un groupe ou un répartiteur qui me disait où aller. J'y allais par moi-même, et j'en revenais avec un vrai reportage. Pour moi, du mauvais journalisme, c'est recevoir un communiqué de presse et le republier intégralement. Mais d'aller sur le terrain pour s'intéresser à des enjeux qui visent à améliorer la société, en faisant un bon papier dessus, ça a sa place.

« Nous avons peut-être un problème. Nous ne sommes peut-être pas assez ouverts aux sujets collectifs. »

Robert Maltais

K – Ne pensez-vous pas que les sujets sont également influencés par celui qui paye le média ?

R.M. : C'est sûr que ça joue. Si toi et moi sommes propriétaires d'un média, il est sûr que la ligne éditoriale nous représentera. Et c'est bien légitime.

M.M. : Dans *À Bâbord!*, nous mettons des publicités qui vont dans le sens de notre vision. Nous avons déjà refusé une publicité de VLB éditeur pendant le lockout du *Journal de Montréal* (Québecor possède les deux). Nous voulons garder notre liberté totale. Mais ce n'est pas vrai que nous sommes à l'abri de l'influence de la publicité. C'est sûr que nous ne malmenons pas nos appuis syndicaux. En même temps, nous nous permettons aussi de les critiquer, malgré les conséquences que cela peut avoir, comme des poursuites. Même si tu as ton indépendance totale, tes décisions ne sont jamais neutres.



La revue *À Bâbord!* a consacré son numéro de l'été 2013 aux changements de l'univers médiatique.

K – Quelles sont les solutions, à votre avis, pour que ça change et que les médias s'intéressent à des initiatives du développement collectif?

M.M.: La vie va faire en sorte que ça va changer. Je pense que la révolution numérique va changer des choses. En même temps, il y a encore de gros enjeux. Par exemple, le CRTC, les câblodistributeurs, le contrôle d'Internet avec un réseau à deux vitesses (réseaux privés). Nous sommes dans une période où tout peut bouger très vite. Beaucoup de nouveaux outils font leur apparition et, en même temps, le marché va faire son nid là-dessus, et nous allons être pris dans un certain engrenage.

R.M.: Ce qui est train de se passer n'est pas mauvais. C'est en train de forcer une remise en question totale. La dictature de l'opinion est universelle. Sinon, il y a de l'information brute sans analyse. Par contre, le débat numérique met en place une sorte de dévolution et remet en question ce que l'on fait comme média. Par exemple, l'apparition des médias constructifs qui visent à parler de phénomènes sociaux positifs et d'actions citoyennes qui valent la peine d'être men-

tionnées; comme *Kaléidoscope*. Nous avons besoin de tels médias. Chaque génération doit faire mieux que la précédente. /

« Nous voulons garder notre liberté totale. Mais ce n'est pas vrai que nous sommes à l'abri de l'influence de la publicité. »

Monique Moisan

Le discours dans l'espace public : médias traditionnels et alternatifs

Entre actualité politique, drames individuels et catastrophes à grande échelle, nos médias traditionnels tendent à délaissier le développement collectif, malgré toute la diversité de ses initiatives. Ce constat est cependant un moteur pour ceux des médias qui choisissent d'informer autrement et qui trouvent leur niche dans cet espace boudé.

par Sarah Champagne et Sophie Mangado

Rien de nouveau, dramatique ou choquant pour cette école alternative qui trace son chemin avec un programme éducatif centré sur la musique. Un organisme à but non lucratif organise un 10e tournoi de volleyball pour récolter des fonds; trouvera-t-il son deux minutes de gloire à la radio cet après-midi ?

« C'est clair que non », répond sans détour Simon Tremblay-Pepin. Chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), il se situe entre deux mondes : d'un côté, il prend part à la machine médiatique, notamment en tenant une chronique régulière dans le *Journal de Montréal*. De l'autre, il la malmène en publiant *Illusions, petit manuel pour une critique des médias*, paru chez Lux éditeur l'an dernier.

Si les médias de masse parlent si peu des entreprises d'économie sociale ou des coopératives, malgré leur abondance, précise-t-il, c'est qu'ils « comprennent le monde économique à partir de l'entreprise privée ». Le reste demeure marginal, une « chose dont on peut parler de temps en temps », mais qui, aux yeux des grands médias, ne justifie pas qu'on y octroie une plus grande place, puisqu'elle ne constitue pas le moteur économique du Québec.

« Mais si on regarde le prorata de couverture [médiatique] par rapport au nombre d'emplois qu'elles créent », le déséquilibre est apparent, selon M. Tremblay-Pepin.

De son côté, François Demers, professeur au département d'information et de communication de l'Université Laval, voit dans l'espace médiatique actuel une grande richesse : « Il y

a certainement un foisonnement d'expérimentations pour construire des médias qui regroupent des communautés d'intérêts. » Des médias web, papier, radio ou télévisuel profiteraient d'un nouvel environnement où les frontières sont de plus en plus poreuses, et surtout, qui « indiquent qu'il y a des limites à ce que les grands médias font », ajoute-t-il.

Innover pour combler le vide

C'est souvent cette impression de vouloir combler un vide qui pousse journalistes et citoyens à mettre sur pied des initiatives pour enrichir le discours public.

Louis-Martin McArdle, superviseur de la programmation et des communications chez TCF Montréal (auparavant Télévision communautaire Frontenac), privilégie explicitement cet axe. « Essayer d'explorer des facettes de l'actualité ou de la vie

communautaire qu'on ne voit pas ailleurs et donner de la visibilité à des événements ou à des organismes absents des autres couvertures » font directement partie de leur plan d'action, explique-t-il.

Beaucoup d'autres télévisions diffusent depuis Montréal, mais leurs bulletins d'information s'adressent à un territoire beaucoup plus vaste, voire à toute la province. Ce qui laisse à TCF beaucoup de place

« pour produire de l'information réellement locale », insiste M. McArdle. Même si cette télévision n'a pas les moyens des géants, il assure être « loin d'un journaliste sur fond gris », c'est-à-dire loin d'un format austère qui exhiberait le manque de moyens, dans la vingtaine de séries d'émission produites chaque année.

**« Nous étions mal
desservis par Radio-
Canada, qui rejoint tout
le monde, mais n'atteint
personne »**

**Benoît Trépanier, directeur du média
indépendant Graffiti.**



Les artisans de TCF sont en grande majorité des bénévoles qui souhaitent acquérir de l'expérience.

Né d'un besoin de démocratiser l'accès à l'information, le *Graffici* parvient, quant à lui, à toutes les boîtes aux lettres de la Gaspésie. D'abord un journal culturel, il est rapidement devenu généraliste. En 2011, *Graffici.ca* emboîte le pas à l'imprimé, pour couvrir un territoire plus grand. « Nous étions mal desservis par Radio-Canada, qui rejoint tout le monde, mais n'atteint personne », explique Benoît Trépanier, directeur du média indépendant, la chaîne d'État étant accessible sur leur territoire, mais ne diffusant pas souvent des contenus locaux. Cette indépendance, justement, permet « une étanchéité entre la salle de rédaction et le département des ventes ». Quand vient le temps de choisir quoi couvrir, la logique des médias de masse ne s'impose pas, puisque le mandat choisi est justement autre. Les sujets inhérents au développement collectif, s'ils rejoignent l'intérêt de la communauté gaspésienne, trouvent une tribune.

Territoires sans frontières

Est-ce à dire que la couverture de tels sujets est affaire de territoire ? « Les technologies numériques permettent de se concentrer sur des réalités plus locales, plus alternatives »,

croit Stéphane Couture, chercheur en communication à l'Université McGill. Non que, par essence, l'accessibilité du numérique conduise nécessairement au rapprochement de la collectivité, croit-il. Le *Huffington Post Québec*, média généraliste qui cherche à s'adresser à toute la province, en serait d'ailleurs un contre-exemple. Mais c'est plutôt que les médias alternatifs, en choisissant d'être locaux, voire hyper locaux, n'ont pas besoin de séduire le plus grand auditoire possible et échappent ainsi à cette contrainte avec laquelle les géants doivent composer.

Faut-il en conclure que les enjeux de développement collectifs se voient mieux servis par les médias alternatifs ? « [Ces derniers] ont en quelque sorte un pouvoir plus diffus que les grands médias. Leur défi, c'est la circulation de l'information; leur risque: rester à la marge. » S'ils veulent se faire entendre, « les acteurs du développement collectif doivent aussi se saisir des grands médias », poursuit Stéphane Couture, pour ne pas s'adresser seulement à des cercles « d'initiés ».

Pour passer du particulier (ou du local) à l'universel, encore faut-il pouvoir accéder aux tribunes des médias de →



Séance de « Cinéma sous les étoiles », par Funambules Médias, en 2014 à Montréal. Chaque été, la coopérative de cinéastes engagés projette gratuitement des documentaires à caractère social dans les parcs de la métropole. Judicieuse façon de rallier un large auditoire sur des sujets souvent boudés des grands médias.

masse. Ou trouver des formules séduisantes. Avec son volet *Cinéma sous les étoiles*, la coopérative *Funambules Médias* vise juste. Regroupement de cinéastes engagés, elle occupe chaque été les parcs montréalais pour y présenter des documentaires à caractère social abordant des sujets négligés par les grands médias. « Un des éléments phares de notre démarche » explique Emily Laliberté, cinéaste

membre de la coopérative, « c'est l'occupation de l'espace public. Une activité gratuite, conviviale et ludique permet de rejoindre un large auditoire. Réunir 700 personnes autour d'un documentaire, ça a forcément un impact. » Elle cite en exemple la projection de *The Corporation*, un film sur les travers de l'économie de marché, devant 450 personnes l'été dernier, dont plusieurs ont témoigné d'une certaine prise de conscience suite à la séance cinématographique. « Ce n'est pas parce que l'on est engagé dans une cause sociale qu'il faut que ce soit drabe ou ennuyant », ajoute Nicolas Goyette, membre de *Funambules Médias*.

Se rencontrer à mi-chemin

Dans tous les cas, les médias alternatifs s'efforcent de travailler la formule pour que le message passe. Les organismes ne sont pas non plus toujours les plus prompts ou les plus aptes à générer de l'actualité « *crunchy* », selon le jargon des salles de nouvelles.

Les coopératives, les entreprises d'économie sociale et les organismes à but non lucratif « ne se conçoivent pas toujours comme producteurs de nouvelles » rapporte Simon Tremblay-Pepin. Ils peuvent avoir l'impression de trahir leurs objectifs ou leurs idéaux en « formatant » leur message pour qu'il devienne digeste médiatiquement. Parfois, ils sont simplement peu outillés pour résumer un procès-verbal en deux paragraphes percutants. Or, délaissier les médias équivaut à délaissier l'espace public, selon le jeune chercheur, car ces derniers y exercent encore une forte influence. /

Quand fous et prisonniers prennent le micro

À Montréal, l'émission *Souverains Anonymes* célèbre 25 ans de diffusion en 2014. Enregistrée par des détenus de la prison de Bordeaux, elle constitue une fenêtre sur un univers vers lequel les grands médias sont peu enclins à regarder. À moins d'un événement spectaculaire. Pour témoigner d'un quotidien rarement marqué par les évasions ou les émeutes, les détenus prennent la parole, sans attendre qu'on la leur donne.

La radio communautaire, ailleurs comme au Québec, a toujours une place importante auprès des médias alternatifs, et se taille une place parmi les grands. Des radios comme Radio Montréal

(CIBL) ou Radio Centre-ville (CINQ) à Montréal, ou encore CKRL, la plus ancienne radio communautaire d'expression francophone, située à Québec, sont des exemples que la radio communautaire québécoise a réussi à se frayer un chemin dans les oreilles des citoyens, au même titre que les radios commerciales et la radio publique. L'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCO) regroupe 35 radios communautaires et travaille depuis 1979 à assurer le succès des radios communautaires québécoises.

Rallier citoyens et institutions ; tout un pari

Physique ou virtuel, l'espace public est un lieu d'interaction au sein duquel citoyens et institutions qui œuvrent au service du développement collectif se côtoient, dialoguent et parfois s'associent, devenant co-créateurs de projets visant le bien commun. Loin de la sollicitation citoyenne ponctuelle, dans quel contexte se déploie cette démarche « nouveau genre », combinant appropriation de leur milieu par les citoyens et recherche du bien collectif par les institutions ?

par **Sophie Clerc**

Patricia ne verra plus jamais la station de métro Mont-Royal et sa place attenante, la place Gérald Godin, de la même façon. « La place est devenue très intime pour nous. On l'a rêvée afin d'en faire un lieu d'ancrage au cœur du Plateau ». Derrière ce « nous » se trouvent 23 citoyens qui, comme Patricia, se sont joints, début 2014, à la démarche « Imaginons la Place Gérald Godin », impulsée par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. « Le but de ce projet était de chercher des solutions d'aménagement à des problématiques urbaines observables sur la place, tout en lui insufflant une identité propre. Associer les citoyens à cette démarche afin de dégager une vision commune de ce lieu était un incontournable! » avance Michaël Tremblay, urbaniste à la Ville de Montréal et coordonnateur du projet.

La spécificité de cette collaboration? Les citoyens, réunis au sein d'un comité de co-création, ont travaillé de concert avec l'arrondissement à définir, au courant du printemps, la vision d'aménagement de cette place. « Habituellement, ces visions sont conçues par les professionnels de l'arrondissement, et ensuite nous présentons le projet au public. Là, nous avons mis le citoyen au centre du développement de la conception de la vision d'aménagement ». En opérant de la sorte, l'arrondissement est conscient de dépoussiérer les formes traditionnelles de sollicitations citoyennes et de créer une relation nouvelle entre les citoyens et les services municipaux.

« C'est un laboratoire vivant, et on croit fortement que cela va faire boule de neige dans les autres arrondissements », conclut l'urbaniste de la Ville.

De la méfiance à la confiance

Si la vision d'aménagement « citoyenne » présentée début septembre au public rallie l'ensemble des acteurs en présence – citoyens, représentants de l'arrondissement, élus et partenaires du projet –, la démarche n'allait pas de soi au départ. « Des craintes ont été exprimées dès le début du processus, que ce soit le risque d'essoufflement de l'implication des citoyens ou encore les échanciers serrés en opposition avec ce type de mobilisation, qui requiert du temps », avoue monsieur Tremblay. « Du côté des citoyens, on s'est rendu compte qu'ils n'étaient pas habitués à une telle ouverture venant d'un arrondissement. Lors du lancement, certains citoyens étaient en mode revendications, alors que nous étions dans une démarche constructive, plaçant le citoyen au cœur de la démarche ». Ce nouveau mode de collaboration entre les institutions et les citoyens appelle à sortir de la méfiance qui caractérise le lien qui les unit.

Rétablir le lien de confiance entre les élus et les citoyens, Caroline Mercier, agente de développement rural dans la MRC des Appalaches, en sait quelque chose. Madame Mercier est de ces professionnelles essentielles au déve- ➔

« Habituellement, ces visions sont conçues par les professionnels de l'arrondissement, et ensuite nous présentons le projet au public. Là, nous avons mis le citoyen au centre du développement de la conception de la vision d'aménagement »

Michaël Tremblay, urbaniste

veloppement rural « à hauteur des communautés », accompagnant sur le terrain les acteurs du milieu dans la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité (PNR). Cette politique, actuellement dans sa troisième mouture, porte sur le développement des territoires ruraux québécois. En pariant sur l'implication concrète des acteurs locaux et des citoyens dans l'identification des problèmes et la formulation d'un développement de leur territoire qui leur ressemble, la PNR a changé le rapport des élus et des instances municipales avec les citoyens. « Une fois la vision commune de développement partagée, on ne se voit plus comme des opposants. Les citoyens ne sont plus perçus comme des "chialeux", mais comme une ressource nécessaire qu'il faut mettre à profit pour notre développement. À l'inverse, les citoyens voient les élus comme des leviers aux niveaux politique ou économique capables d'appuyer les citoyens dans leur projet ».

Le temps, une denrée précieuse

La Politique nationale de la ruralité illustre cette volonté des institutions publiques de coconstruire avec les communa-

tés et leurs citoyens une vision commune de leur développement. Un de ses atouts? Le temps. « En couvrant une période de 10 ans, la PNR permet d'assurer une appropriation par les communautés et les citoyens du développement de leur territoire sur le long terme. On évite ainsi l'écueil des agendas politiques de nos élus municipaux et gouvernementaux, remaniés en moyenne aux quatre ans, qui freinent considérablement le temps requis pour la mobilisation citoyenne sur un territoire » souligne l'agente rurale des Appalaches. « Une vision de développement associant les institutions publiques, les communautés et ces citoyens doit s'opérer sur du moyen et long terme pour que cela porte fruit ».

Les citoyens, experts de leur milieu

Du temps, il en a fallu également à la Société écocitoyenne de Montréal, implantée au cœur du quartier Sainte-Marie à Montréal. Ayant pour mission la promotion de l'écocivisme et de l'écocitoyenneté auprès de la population, l'organisme mène, depuis 2008, une démarche de mobilisation en vue d'une réappropriation citoyenne des parcs du quartier Sainte-Marie, dans un premier temps, et des milieux de



Citoyens réunis lors de la séance de prototypage dont l'objectif est de mettre en forme la vision d'aménagement de la Place Gérald Godin.



Fête de quartier tenue dans le quartier Sainte-Marie à l'initiative d'un comité citoyen qui a vu le jour sous l'impulsion de la Société écocitoyenne de Montréal.

vie en général. Sous l'impulsion de l'organisme, sept comités citoyens ont vu le jour et ont empreint l'espace public de cette somme de volontés citoyennes. Les citoyens actifs travaillent, avec la collaboration ponctuelle d'organismes, d'institutions et d'élus, sur divers aspects ayant trait à leur qualité de vie: aménagement, verdissement, médiation, animation, sécurité, santé, etc. « Avec ce projet, nous avons remis entre les mains des citoyens le pouvoir d'agir sur un environnement qu'ils connaissent et dont ils sont capables, mieux que quiconque, de cerner les enjeux et les priorités », précise Marie-Noëlle Foschini, directrice de l'organisme.

Des projets du quotidien aux enjeux d'intérêts collectifs

« Les projets du quotidien », c'est ainsi que madame Mercier nomme ces multiples projets nés sous la volonté institutionnelle exprimée dans la PNR de remettre entre les mains des communautés les outils pour dynamiser leur territoire. « Il y a actuellement une demande sociale forte au Québec pour l'appropriation par les citoyens des enjeux collectifs dans

l'espace public qu'ils fréquentent », précise Denis Bourque, professeur au Département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en organisation. « Les projets issus des communautés rurales, sous l'impulsion de la PNR, démontrent que lorsqu'on crée des conditions pour que les citoyens puissent s'exprimer, et agir sur leur environnement, la réponse va souvent au-delà de nos attentes ».

À l'échelle d'un quartier ou d'une municipalité, les initiatives de développement collectif qui s'élaborent dans un processus de co-construction entre les citoyens et les institutions démontrent qu'un nouveau partage de responsabilités s'opère entre les citoyens et les institutions. Aussi réjouissante soit cette réalité, des nuances s'imposent. « Il y a énormément d'efforts entrepris à l'échelle locale pour que les citoyens puissent s'approprier leur milieu de vie », avance Miriam Fahmy, conseillère stratégique à l'Institut du

Nouveau Monde (INM). « On ne peut que s'en réjouir et en tirer les apprentissages nécessaires. Toutefois, l'espace

public, c'est aussi le lieu où le dialogue doit avoir lieu, notamment sur les questions d'intérêts collectifs. Qu'il s'agisse d'exploitation pétrolière, de réforme du système de la santé ou encore d'éducation, force est de constater qu'il n'y a pas d'espaces qui permettent aux citoyens de débattre sur ces grands enjeux de société. Il incombe pourtant à nos institutions de créer les conditions pour que ce dialogue soit possible ».

L'appel est donc lancé aux institutions de faire preuve d'audace et de créativité, et, tout en s'inspirant de ces nouvelles

expérimentations au niveau local, de redonner au citoyen la capacité de prendre part aux réflexions et aux décisions portant sur ces grands enjeux de société. /

« Avec ce projet, nous avons remis entre les mains des citoyens le pouvoir d'agir sur un environnement qu'ils connaissent et dont ils sont capables, mieux que quiconque, de cerner les enjeux et les priorités »

**Marie-Noëlle Foschini,
Société écocitoyenne de Montréal**

L'art pour mieux habiter l'espace public

L'art urbain est une invitation à sortir du confort de chez soi pour investir l'espace public. Éphémères ou durables, extravagantes ou discrètes, des œuvres s'installent dans nos quartiers pour tisser un lien social et donner voix à notre citoyenneté culturelle. Survol d'une pratique qui révèle tout le potentiel de nos espaces communs.

par **Alexandra Viau**

Les citoyens qui se sont aventurés à la Biosphère de Montréal à la fin de l'été dernier ne s'attendaient pas à y trouver un gros ballon rouge coincé contre la paroi du dôme conçu par Buckminster Fuller pour l'Exposition universelle de 1967. Le corps étranger d'environ cinq mètres de hauteur ressemble à un ballon d'exercice. Des médiateurs culturels accompagnent justement les visiteurs dans leur gymnastique mentale pour comprendre ce que signifie cette curieuse intervention artistique.

Le projet Redball, en itinérance aux quatre coins du globe depuis 2001, incarne bien les visées de l'art urbain : amener le promeneur à poser un regard neuf sur des espaces architecturaux si familiers qu'il ne les remarque plus. Imaginée par l'américain Kurt Perschke, l'œuvre d'art de rue, qui a connu la plus importante longévité dans le monde, s'est déplacée quelques jours dans la métropole à l'occasion des Escales improbables, un festival d'art interdisciplinaire annuel créé en 2004.

Développé dans les années 1970 pour améliorer la qualité de vie des citoyens, l'art public connaît un regain d'intérêt ces dernières années. S'il est aujourd'hui bien accueilli par le citoyen en quête de nouvelles expériences, le ballon rouge aurait certainement dérangé un quart de siècle plus tôt. Francyne Lord, chef du Bureau d'art public de Montréal, constate tout le chemin parcouru.

« En 1989, lorsque notre Bureau a été créé, il n'y avait pas de sculpture contemporaine dans l'espace public. L'acquisition de notre première œuvre, *Les leçons singulières*, de Michel Goulet, a créé une petite commotion », se souvient celle qui a dû convaincre à l'époque plusieurs citoyens qu'une chaise

pouvait être une œuvre d'art. Vingt-cinq ans plus tard, ces sculptures hétéroclites sont devenues un facteur d'animation de la Place Roy, sur le Plateau-Mont-Royal, où il arrive que des passants abandonnent généreusement des livres.

Quand l'art se fait envahissant

Certaines œuvres d'art public servent non seulement de point de repère dans la ville, mais aussi de lieu de rassemblement, comme le monument sir George-Étienne Cartier, situé au pied du Mont-Royal, ou encore la célèbre sculpture *L'homme* de Alexander Calder, où se rassemblent les danseurs du dimanche. À ces créations conçues pour trouver le marcheur sur son chemin quotidien se sont ajoutées des œuvres interactives éphémères, comme les 21 balançoires musicales de Daily tous les jours, qui contribuent à faire de Montréal une métropole culturelle. Leur valeur esthétique en fait certes un élément de mise en marché (*branding*) des villes, mais à plus petite échelle, l'art public sert aussi à revendiquer de nouveaux espaces.

Spectacles de musique présentés dans un stationnement intérieur, parcomètres habillés de tricot, traverse piétonne peinte aux couleurs de l'arc-en-ciel : l'art prend de plus en plus de place dans la municipalité d'Amos, en Abitibi-Témiscamingue (AT), grâce au Collectif des fées en feu, qui y organise depuis deux ans la Fête éclectique envahissante (FÉE-AT). Son président, Mathieu Laroche, est heureux de présenter de la culture dans un endroit aussi inusité qu'un stationnement : « Nous voulions détourner le stationnement de sa fonction première pour, entre autres, rappeler aux citoyens qu'une infrastructure peut devenir autre chose ».

Le projet Redball incarne bien les visées de l'art urbain : amener le promeneur à poser un regard neuf sur des espaces architecturaux si familiers qu'il ne les remarque plus.

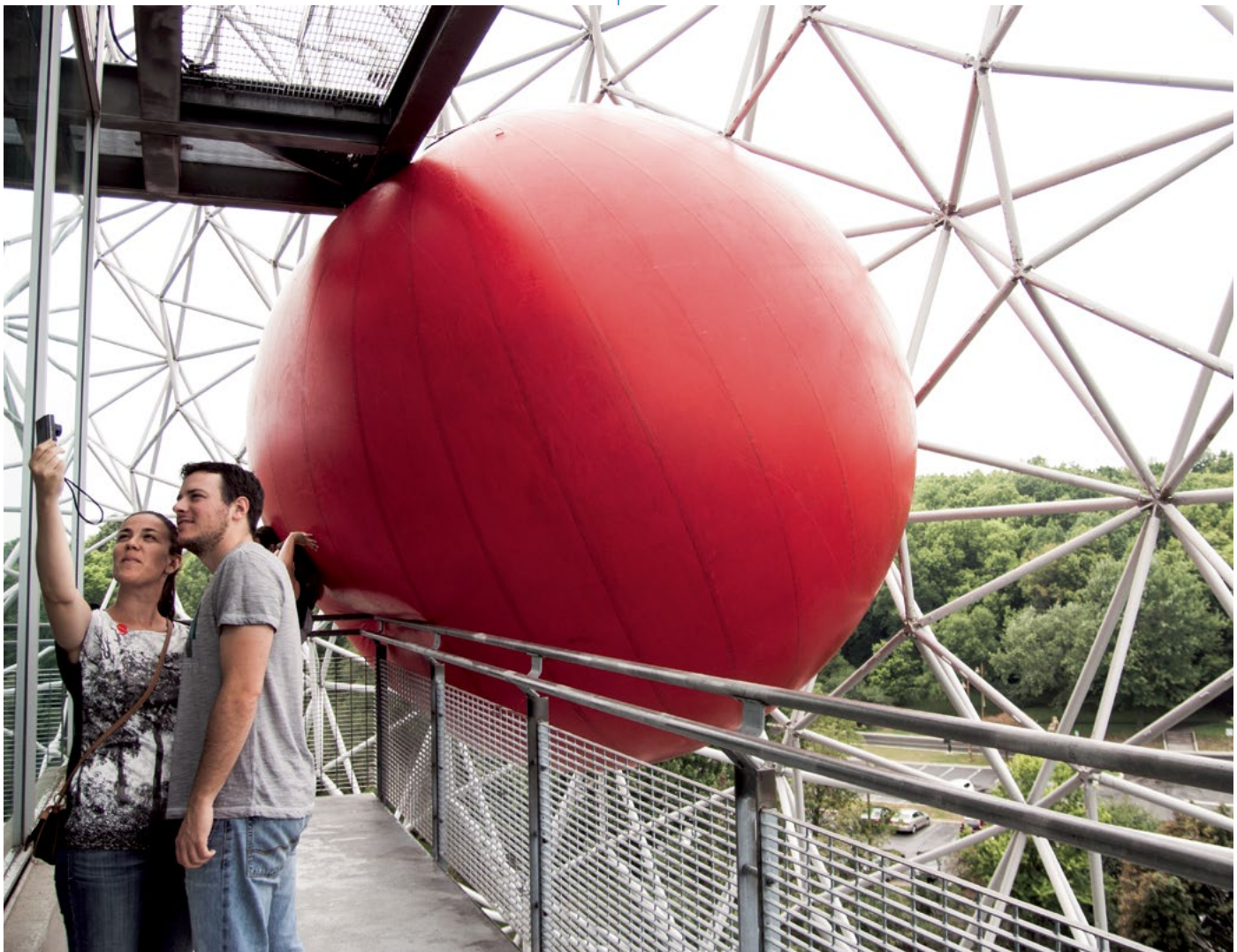
Comme quoi l'art n'envahit pas que les grandes villes. La petite municipalité de Saint-André-Avellin, en Outaouais, a été l'hôte l'an dernier d'un forum sur l'art public, et celle de Vaudreuil-Dorion a mis en place le projet de médiation culturelle « Je suis... », qui fédère des partenaires culturels, communautaires, politiques, de l'éducation et des affaires. Depuis 2010, la ville située en banlieue de Montréal a organisé une centaine d'activités culturelles participatives pour aider ses résidents à se connaître et cesser de craindre la présence de l'autre. Pourquoi miser ainsi sur la culture? « Les arts mettent de la couleur dans une société souvent trop grise. La culture est un liant social qui amène les gens à participer à la vie collective », estime Gabrielle Desbiens, médiatrice culturelle dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Créer pour faire tomber les murs

L'art sert aussi à faire réfléchir. Des artistes comme Annie Hamel rêvent encore de changer le monde à leur hauteur,

un coup de pinceau à la fois. La peintre muraliste originaire de Québec a réalisé sa première murale lorsqu'elle était étudiante, afin de revitaliser le stationnement de sa coopérative d'habitation où des toxicomanes avaient pris l'habitude de consommer. Et ça a fonctionné! Depuis, elle privilégie les projets à caractère sociaux et travaille en collaboration avec l'organisme MU, qui veut embellir Montréal par le biais d'œuvres ancrées dans les communautés locales.

Et si peindre sur les murs pouvait rapprocher des gens que tout sépare? C'est ce qu'espère Annie Hamel avec sa plus récente œuvre, réalisée sur la devanture du centre d'hébergement pour femmes sans-abris de la Mission Old Brewery, situé sur le boulevard de Maisonneuve Est, à Montréal. « Je ne voulais pas faire quelque chose de triste. J'ai donc opté pour des fleurs et des tissus très colorés. J'avais envie d'apporter de la fierté et de la dignité au lieu, tout en attirant le regard sur une problématique sociale qui existe », explique l'artiste. ➔



Le projet Redball veut amener le public à poser un regard neuf sur des espaces architecturaux familiers. Ici, le ballon rouge en escale à la Biosphère de Montréal.



Annie Hamel, peintre muraliste, devant son œuvre réalisée sur la devanture du centre d'hébergement pour femmes sans-abris de la Mission Old Brewery.

De la médiation à la citoyenneté culturelle

Qu'il s'agisse d'une murale, d'une œuvre interactive ou d'une performance, l'artiste qui veut présenter son travail à l'extérieur des musées et des galeries doit porter une attention particulière au lieu choisi. Pour Gabrielle Desbiens, c'est la clé d'une œuvre bien intégrée. Elle cite en exemple une mobilisation éclair (*flash mob*) réussie, pendant laquelle une troupe de danse s'est immiscée dans le quotidien des citoyens fréquentant la bibliothèque de Jonquière, en avril dernier.

Et ce n'est pas parce qu'une œuvre est physiquement accessible dans l'espace public qu'elle l'est pour autant au niveau émotionnel. Le rôle d'un médiateur culturel est justement de réduire la distance entre l'artiste et son public en servant de guide. « La médiation culturelle existe pour permettre aux gens de comprendre la place de l'art et son importance, mais sans forcément saisir le discours de l'œuvre. Il faut sortir de la compréhension à tout prix et vivre l'œuvre », pense Gabrielle Desbiens, qui est aussi chargée de cours en médiation culturelle à l'Université du Québec à Chicoutimi, la première à offrir un tel cursus dans la province.

Si l'art public est appelé à prendre une place croissante dans nos villes, cela ne se fera pas sans la participation du citoyen, de moins en moins spectateur et de plus en plus acteur. La médiation culturelle est un outil pour tendre vers la citoyenneté culturelle, en amenant le citoyen à prendre conscience de ses propres capacités créatives. Après tout,

pourquoi ne pas concevoir votre propre ballon rouge pour égayer votre parc ou votre ruelle? La participation culturelle ne fait que commencer. /

Qu'est-ce que la citoyenneté culturelle?

Le concept de citoyenneté culturelle s'intègre à celui, plus large, du développement durable. Évoquée pour la première fois par l'initiateur du courant des *Cultural Studies*, Raymond Williams, la citoyenneté culturelle faisait référence à un droit d'accès à la culture en vertu duquel chaque citoyen s'approprie les outils culturels. Plus près de chez nous, le chercheur Christian Poirier, de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), avance que la citoyenneté culturelle serait une quatrième étape dans l'évolution du concept de la citoyenneté, après la revendication des droits civils (18e siècle en Angleterre), des droits politiques (19e siècle) et des droits sociaux (20e siècle). Selon lui, elle implique que les individus ne sont plus considérés comme des « consommateurs », mais comme des créateurs et des diffuseurs actifs et intelligents.

Source: Allocution prononcée par Simon Brault (alors président de Culture Montréal) à l'assemblée générale de la Commission canadienne pour l'UNESCO à Toronto, en mai 2013.

Espaces réservés : projets collectifs en cours

L'espace public ne représente pas seulement l'idéal d'une discussion des affaires publiques qui mène à un consensus sur le bien commun; il est aussi physique, et un lieu en constante construction. Disposer d'espaces de rencontre et d'expression citoyennes est-il essentiel à la vie démocratique? De quelle façon cette appropriation influence-t-elle notre perspective du droit au territoire?

par **Caroline Larocque-Allard**

Le Bâtiment 7 (B7) est certainement l'un des endroits les plus connus des gens de Pointe-Saint-Charles, à Montréal. Autrefois le fleuron de l'activité économique du quartier, il représente aujourd'hui le fruit d'une longue lutte pour la réappropriation communautaire d'un espace patrimonial.

Situé sur les anciens terrains du Canadien National (CN), le B7 était du domaine public jusqu'à sa privatisation en 1985. Sa revente pour un dollar à un promoteur immobilier, en 2003, amène un questionnement chez les citoyens de Pointe-Saint-Charles, qui commencent à prendre conscience de la richesse historique de cet ancien pôle d'emploi. « Leur motivation trouvait aussi un fondement émotif »,

explique Sara Potau, chargée de projet pour le Collectif 7 à Nous, instigateur du projet citoyen.

« Certaines conditions doivent être réunies pour parler d'un espace public physique qui joue un rôle en démocratie; d'abord, il doit être ouvert à tous, sans condition. »

Patrick Turmel, professeur de philosophie

réunit des gens et des organismes dont la perception de l'espace public et les façons d'agir sont normalement très différentes. La fierté de revendiquer ensemble le droit d'occuper un lieu qui bénéficie à tous a créé une énergie très positive chez nous. »

Vital, l'espace public physique ?

D'où vient ce besoin, même dans un quartier comme Pointe-Saint-Charles, où le développement communautaire est historiquement fort, de se rassembler autour d'un même espace public physique ?

Patrick Turmel, professeur de philosophie à l'Université Laval, s'intéresse à la question : « L'importance de l'espace public est prise pour acquis et décrite par les urbanistes comme étant nécessaire à la vitalité démocratique. Or, cela reste souvent au niveau de la métaphore et est rarement argumenté. Oui, nous avons besoin d'un espace abstrait de délibération. Cependant, il pourrait s'agir tout autant d'un espace tel qu'un journal, Internet ou le Parlement. Dans ce cas, une rue ou un parc sont-ils essentiels ? » →



Un marché libre à côté du Bâtiment 7 (B7) à Pointe-Saint-Charles. Autrefois fleuron de l'activité économique du quartier, le B7 a été retourné à la communauté et sert aujourd'hui de lieu de rassemblement pour des activités sociales, politiques et culturelles.

Pour Patrick Turmel, la réponse est oui. Cependant, certaines conditions doivent être réunies pour parler d'un espace public physique qui joue un rôle en démocratie. D'abord, il doit être ouvert à tous, sans condition. « Cela semble aller de soi; pourtant, de plus en plus de lieux qui devraient être des espaces publics sont contrôlés. Un bon exemple est celui du mobilier urbain créé spécifiquement pour éloigner les sans-abri, comme les bancs avec des accoudoirs qui empêchent de s'y étendre. L'argument de la sécurité de la population dans l'espace public est une tendance forte ces dernières années. C'est un outil de contrôle social pernicieux qui mine le potentiel démocratique des espaces publics physiques. »

Ces derniers doivent aussi permettre une variété d'usages, définis par les utilisateurs. « Toutes les places publiques ne sont pas des espaces publics », poursuit M. Turmel. « L'espace doit être sous contrôle démocratique, c'est-à-dire habité et protégé par le public comme un droit. » Une autre condition, essentielle, est d'offrir la capacité de se faire entendre au-delà de ses cercles d'allégeance. « Ceux que j'appelle les techno-utopistes croient que les réseaux sociaux, larges, libres et peu coûteux, rendent désuets les espaces publics physiques et peuvent assurer une vitalité démocratique », explique Patrick Turmel. « Or, tous n'ont pas le même accès à Internet et une partie de la population est analphabète. De plus, nous sommes généralement en contact avec des gens qui partagent nos croyances et il sévit une distorsion de l'information qui fournit une vision du monde adaptée à nos intérêts. Il est donc difficile de passer un message hors de son propre cercle. »

Les conflits, les dissensions en démocratie et la présence de groupes marginaux qui ont une voix à faire entendre, mais peu de moyens pour le faire, rendent incontournables ces espaces publics physiques. « Lors des manifestations du printemps 2012, les étudiants disposaient de peu de ressources financières et symboliques », poursuit Patrick Turmel. La rue devenait ainsi le seul lieu sous contrôle public qui leur permettait de faire valoir leurs revendications politiques auprès d'un plus large public.

« C'est un bel exemple, tout comme le mouvement mondial *Occupy*. Dans les deux cas s'est développée, au même moment que la question des causes qu'ils défendaient, une préoccupation globale quant au droit à l'espace public;

d'une part, sur la légitimité de prendre la rue pour se faire entendre, et d'autre part, sur le droit de squatter massivement des parcs voués à la population générale et sur un usage politique acceptable de l'espace public. Ainsi, l'occupation même de l'espace public fait émerger une réflexion essentielle sur nos droits de le faire. »

« Cette multitude de vocations de l'espace public physique est essentielle, puisqu'elle contribue à nourrir le sentiment qu'il est normal d'occuper le territoire et d'y échanger librement. »

Jean-Marc Fontan, professeur de sociologie

L'espace public repensé

Provoquer une réflexion: c'est aussi ce que souhaite le Collectif Le Banc, composé de jeunes professionnels en design urbain, à Québec. Ils pratiquent ce que l'on appelle désormais l'urbanisme tactique: ils ciblent des endroits « oubliés » de l'aménagement urbain et l'investissent pour y disposer un mobilier urbain éphémère, composé de bancs fabriqués par et pour les citoyens. Le Banc ramène le regard vers le potentiel des espaces publics négligés et met ainsi la lumière sur des carences

parfois méconnues des instances gouvernementales.

Car l'espace public physique n'est pas qu'un endroit où manifester des idées politiques. Il est aussi composé de lieux où se retrouver entre êtres humains, ce qui permet d'améliorer la qualité de vie de populations en situation de pauvreté, d'exclusion, ou simplement de fournir aux gens des endroits où ils reprendront un certain pouvoir sur leurs besoins essentiels, comme les jardins communautaires.

« On connaît ces dernières années une mouvance sociale qui normalise de plus en plus le fait de "déborder" de chez soi, d'occuper et d'inventer de nouveaux espaces publics », croit Jean-Marc Fontan, professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal. « Les gens investissent les parcs, on voit émerger des ruelles vertes, des bandes de trottoirs et des stationnements abandonnés fleuris par et aux frais des citoyens. Cette multitude de vocations de l'espace public physique est essentielle, puisqu'elle contribue à nourrir le sentiment qu'il est normal d'occuper le territoire et d'y échanger librement. Cette notion de droit nécessite un travail continu qui concerne tout le monde, partout, et qui met du temps à se muter en un engagement à plus grande échelle. »

L'îlot Pelletier

Dans certains endroits, cette notion de droit à l'espace public n'est pas nécessairement évidente. Le projet de revitalisation de l'îlot Pelletier, à Montréal Nord, en est un exemple.



Le projet de l'îlot Pelletier à Montréal Nord a permis de réhabiliter un bâtiment qui avait été le fief de gangs de rue et de convertir les stationnements à l'arrière en un espace public - La Voisinerie.

« L'idée était de réhabiliter un bâtiment qui avait été le fief de gangs de rue », raconte Jean-Marc Fontan, impliqué dans le groupe d'action communautaire Parole d'excluEs. « La SHAPEM, un organisme qui gère l'habitat social, a pris le mandat de le remettre sur pied et nous a demandé d'accompagner une mobilisation communautaire afin de redonner le pouvoir de revitalisation aux gens du quartier. »

En plus du local communautaire, les citoyens ont reconverti les stationnements à l'arrière du bâtiment en un espace public qu'ils ont appelé La Voisinerie, où ils tiennent des activités régulières collectives et ont installé un jardin communautaire. « Auparavant, le territoire était occupé par les gangs », poursuit M. Fontan. « Les gens qui circulaient par là se dépêchaient, ne se parlaient pas. On était dans la zone. Ce droit à l'espace public, on l'oubliait parce qu'on ne voulait pas de problème. Ces populations ont certaines carences et la mobilisation n'allait pas de soi. Il a fallu les accompagner dans un travail de reconstruction de leur prise de parole et d'action. »

La notion de droit à l'espace public change bien sûr au fil des époques et des circonstances sociales et politiques. « Les citoyens doivent s'obliger à se déplacer, à être dans le débat, à consacrer du temps à la construction de cet espace

public », ajoute Jean-Marc Fontan. « Ça prend bien souvent une crise, une adversité, des circonstances particulières pour aviver un désir d'occupation. L'espace public physique est donc un lieu à conquérir, encore et encore. » /

Pour prolonger la réflexion

Le dynamisme d'une société et sa capacité à assurer l'inclusion sociale de tous se nourrit de rapports d'équilibre et de tensions créatrices. Le thème de l'utilisation de l'espace public est un précieux révélateur de ces tensions et des équilibres à trouver. Par exemple, quand la configuration des bancs empêche les itinérants d'y dormir, on peut y voir de l'exclusion. Mais quand les bancs de parcs sont tous occupés par les itinérants et que les autres citoyens n'y ont pas accès et ne se sentent pas bienvenus, comment interpréter cela ? En d'autres termes, comment faire pour que l'occupation de l'espace public ne se transforme pas en prise de possession par un seul groupe de la population, que ce soit des aînés, des jeunes ou des itinérants ?

Exprimez-vous !

par François Samson-Dunlop

François Samson-Dunlop cumule les temps partiels entre auteur de bandes dessinées, programmeur de musiques jazz et observateur des cirques médiatiques français et québécois. Co-auteur de deux livres chez la Mauvaise Tête avec Alexandre Fontaine Rousseau, il aime aussi le café chaud.



* MARTIN COITEUX, PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR DU QUÉBEC (2 SEPTEMBRE, 2014)



La rubrique *Sociale Fiction* offre l'occasion à des artistes québécois de présenter leur vision du développement collectif, des pratiques citoyennes et de l'engagement social au Québec. Essais, bandes dessinées, poèmes, contes ou pièces de théâtre se glissent ainsi parmi les pages, telle une parenthèse littéraire et inusitée sur le développement collectif.

ÉTUDES DE K

S'engager localement en milieu rural; c'est possible

S'impliquer dans sa communauté rurale n'est pas toujours évident. La MRC du Haut-Saint-François, en Estrie, a décidé de mettre sur pied un grand chantier pour permettre à celles et ceux qui le souhaitent de bâtir des projets dans leur propre ville.

par Jerry Espada

Une jeune femme énergique, dans la vingtaine, décide de revenir vivre dans son village natal à la fin de ses études universitaires. Elle trouve rapidement un travail dans la ville voisine. Passionnée par le développement rural, elle décide de s'impliquer bénévolement dans sa communauté, qui connaît une situation socioéconomique difficile. Après avoir rencontré la directrice générale, puis le maire, la seule proposition qu'on lui fait est de contribuer à la fête de la St-Jean... en lavant la vaisselle ou en aidant au stationnement. Déçue de ne pas pouvoir mieux participer au dynamisme de

L'événement Regards vers le Haut qui a rassemblé 150 élus et citoyens, visait l'arrimage et une meilleure synergie entre municipalités, organismes supralocaux et régionaux.

sa communauté, elle s'implique finalement dans la ville voisine, non sans regrets. Son village vient de se priver d'une ressource dynamique, sans doute à cause de l'absence d'une structure démocratique et inclusive pour mieux planifier son développement.

Afin d'éviter de tels ratés, la MRC du Haut-Saint-François a initié un large chantier, qui vise le déploiement d'équipes locales organisées et structurées. Plusieurs municipalités ont déjà mis en place un total de 14 équipes, dans le cadre de la journée *Regards vers le Haut*, tenue le 20 septembre. L'événement, qui a rassemblé 150 personnes, élus et citoyens, visait l'arrimage et une meilleure synergie entre municipalités, organismes supralocaux et régionaux. Les équipes « citoyens-élus » devaient présenter une vidéo soulignant leurs actions marquantes des cinq dernières années,

ainsi que leur vision d'avenir, les défis, les enjeux, et les projets caressés pour 2014 et 2015. Leur mandat est de réfléchir au développement global de leur communauté et de proposer des actions dans les secteurs les plus pertinents en fonction des besoins criants. Par exemple, aménagement et animation de lieux

de rencontres (cuisines collectives, marchés publics, parc de loisirs), développement d'attraits touristiques, embellissement du cœur villageois, mise en valeur du patrimoine bâti, services de proximité (coopérative d'habitation pour aînés, école à projet particulier), activités de promotion et d'animation.

Éligibles au programme du Pacte rural – à condition de déposer un plan stratégique détaillé –, les équipes locales seront soutenues et accompagnées par un agent rural. Une ou deux personnes seront nommées porte-parole auprès des citoyens et des différents organismes. Des rencontres entre les porte-paroles municipaux sont organisées deux ou trois fois par année pour partager les savoirs collectifs en matière d'action locale et de mobilisation citoyenne. Animées par des valeurs de respect et d'écoute, ces équipes de citoyens-élus visent avant tout à bâtir des communautés solidaires, autonomes et créatives. /



Une équipe en réflexion sur les projets à venir dans la MRC de Haut-Saint-François lors de la journée *Regards vers le Haut*, tenue le 20 septembre dernier.

Jerry Espada est agent rural du Centre local de développement du Haut-Saint-François, en Estrie.

L'Abitibi-Témiscamingue mise sur la culture

La culture est un vecteur de développement, tant en tourisme qu'en économie. Selon l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue¹, le PIB relié à l'industrie culturelle a connu une évolution de 10,3% entre 2003 et 2007. La région connaît d'ailleurs un essor culturel depuis quelques années, et est maintenant la région ayant le plus de festivals par personne. Entre 2000 et 2010, une vingtaine de festivals sont nés et cette croissance ne s'est pas arrêtée depuis, car d'autres petits nouveaux tentent de percer le marché événementiel.

par Mathieu Larochelle

Devant cette effervescence, l'Association touristique régionale de l'Abitibi-Témiscamingue (ATRAT) et ses partenaires, dont le Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue (CCAT), ont mis en place une grande mobilisation regroupant tous les milieux (municipal, affaires, scolaire, culturel, touristique, Premières Nations, médias ainsi que tous les citoyens), ensemble autour d'un projet culturel appelé CULTURAT. Son but : faire de l'identité, de la culture et du patrimoine un pôle de développement majeur dans la région. La démarche CULTURAT embellira le territoire par l'art extérieur, l'éclairage, le verdissement et le fleurissement. Elle dynamisera les collectivités par l'animation des milieux et la mise en valeur du patrimoine historique culturel, tout en favorisant le maillage avec le milieu culturel.

Afin d'assurer un fil conducteur à travers cette démarche, la couleur bleue est mise de l'avant. Le bleu permettra de signaler visuellement son adhésion à CULTURAT pour sentir l'engouement collectif, et à des fins marketing. Pourquoi le bleu? Pour le ciel unique à la région, parce que cette couleur est liée au rêve, à la sagesse et à la sérénité. C'est aussi pour rappeler l'eau, l'une des ressources les plus présentes sur le territoire. En effet, avec les quelque 22 000 lacs et rivières qui recouvrent la région (Tourisme Abitibi-Témiscamingue, 2014), le bleu est aussi une couleur qui coule dans les veines de tous les Témiscabitiens.



Des adhérents

Jusqu'à maintenant, un total de 47 municipalités et deux communautés algonquines ont signé la charte de participation CULTURAT, ce qui représente 95 % de la population. Dans celle-ci, les conseils municipaux et conseils de bande reconnaissent les grands principes de la démarche et s'engagent à orienter le développement de leur collectivité en ce sens. Par ailleurs, plusieurs stratégies de communication sont déployées à travers le territoire afin de susciter la mobilisation. Pour chaque sphère d'activité (municipalité, milieu scolaire, etc.), une liste de 10 gestes simples a été développée.

En rafale

CULTURAT, c'est des outils « clé en main » pour faire des maillages avec le milieu culturel, notamment un bottin des artistes qui offre une multitude de services, une boutique des arts, un calendrier des activités culturelles sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que des ressources telles que des modèles de contrats, des chartes de prix, etc.

L'Abitibi-Témiscamingue se prépare pour accueillir la visite, mais aussi pour améliorer la qualité de vie des citoyens, pour augmenter le sentiment d'appartenance et la fierté des résidents, et pour rendre la région plus attractive, dans une perspective de développement durable et plus encore! /

Pour connaître le projet CULTURAT : www.culturat.org

Mathieu Larochelle est agent de développement territorial en Abitibi-Témiscamingue.

1. http://www.observat.qc.ca/documents/publication/abrege_culture_2010.pdf, p. 4



Vive la solidarité de proximité!

L'Anse-au-Griffon est une communauté d'environ 500 habitants située sur la pointe de la péninsule gaspésienne, en bordure du golfe Saint-Laurent. La pêche et l'agriculture ont longtemps constitué les principales sphères de l'activité économique locale.

par **Julie Pineault**

Construit en 1942, l'entrepôt frigorifique trône au centre du village. Pendant près d'un demi-siècle, ce bâtiment a servi à la conservation des prises des membres de la coopérative locale de pêcheurs. L'entrepôt doit finalement cesser ses activités et est abandonné pendant la décennie 1990. Conscient du potentiel du bâtiment malgré l'usure du temps, un comité de citoyens se forme avec la collaboration de l'Association des pêcheurs de L'Anse-au-Griffon pour acquérir et revitaliser l'entrepôt frigorifique. Il était « minuit moins une » avant sa démolition !

Les citoyens impliqués ne comptent pas les heures investies bénévolement, animés d'une passion convaincante pour des partenaires financiers. La Caisse populaire, la municipalité, le Centre local de développement, le ministère de la Culture et d'autres bailleurs de fonds répondent à l'appel. En 2003, les travaux de restauration débutent pour voir naître le Centre culturel Le Griffon.

En 2005-2006, la communauté peut profiter d'un café-bistro, d'un Centre d'accès communautaire à Internet, d'une galerie d'art, et de salles multifonctionnelles qui permettent la tenue d'activités culturelles et communautaires. Après deux années de fonctionnement, le conseil d'administration



L'entrepôt frigorifique de l'Anse-au-Griffon en 1999, avant la mobilisation citoyenne qui a permis sa restauration.

du Centre se trouve confronté à la nécessité de développer le 2^e étage du bâtiment, afin de consolider la rentabilité et l'autofinancement de l'organisme.

À nouveau, la communauté se mobilise et les sommes nécessaires pour l'aménagement du second étage sont amassées. Aujourd'hui, une salle de spectacle et une salle d'exposition sont accessibles et permettent au Centre d'offrir une programmation culturelle variée à la population locale et aux touristes de passage dans le secteur.

Les retombées locales du Centre culturel Le Griffon sont manifestes, notamment par la diversification de l'économie de la communauté. Grâce à sa programmation culturelle estivale et son service de restauration, le Centre bonifie l'offre touristique locale et contribue à la rétention de la clientèle. En plus des 18 emplois créés par le Centre culturel Le Griffon, la revitalisation d'un bâtiment historique contribue à la fierté et au sentiment d'appartenance des villageois. Le dynamisme culturel présent contribue également à l'accueil et la rétention de nouveaux résidents, dont plusieurs jeunes familles. Des activités ont lieu grâce à la collaboration des organismes, des entreprises et des citoyens du village, notamment la fête de l'Halloween, la fête des récoltes et des circuits touristiques thématiques. L'esprit de mobilisation citoyenne qui a permis la réalisation de ce projet d'envergure anime toujours la communauté, et semble maintenant la caractériser.

Pour en savoir plus : www.cafedelanse.com

Julie Pineault est agente de développement culturel au CLD de La Côte-de-Gaspé et résidente de L'Anse-au-Griffon.



En 2004, l'entrepôt frigorifique est restauré, et le Centre culturel Le Griffon est en opération.

Schefferville ou le Nord québécois avant le Plan Nord

L'histoire des villes minières à l'existence éphémère dans le Nord québécois, comme Schefferville (1954-1982), Gagnon (1960-1984) ou Fermont, fondée en 1974 et régulièrement menacée de fermeture, nous rappelle, à l'heure du « Plan Nord », l'importance non seulement d'encadrer adéquatement l'exploitation minière, mais également de penser « après » les mines.

par **Yanic Viau**

11 février 2014. Un « nouvel » aréna est inauguré en grande pompe à Schefferville, municipalité de la Côte-Nord située au nord du 55e parallèle, à la frontière du Québec et du Labrador. Celui-ci a été financé par le gouvernement du Québec et par les compagnies minières Labrador Iron Mines et Tata Steel, qui prennent part au nouveau boom minier dans la région depuis 2011, à la suite des pressions exercées par les Innus de la communauté voisine de Matikemush—Lac John. Il s'agit en fait d'une version rénovée du « vieil » aréna : à la suite à la fermeture de la mine de fer exploitée par la *Iron Ore Company of Canada* (IOC) de 1954 à 1982, l'aréna avait été sauvé *in extremis* de la démolition il y a trente ans par une chaîne humaine de femmes et d'enfants innus qui s'étaient placés face au bulldozer.

Schefferville : exploiter pendant 25 ans et passer à autre chose

Des villes minières apparaissent en Abitibi dans les années 1920, puis sur la Côte-Nord et au Nord-du-Québec (alors appelé Nouveau-Québec) à partir des années 1950, pour y exploiter le fer et l'or avec la bénédiction des gouvernements québécois successifs.

Pendant 25 ans, la *Iron Ore Company of Canada*, une compagnie américaine fondée par des entrepreneurs miniers au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale

(1939-1945) afin de répondre aux besoins croissants en acier, exploite des mines au Nouveau-Québec. La IOC bénéficie de l'appui du gouvernement de Maurice Duplessis, qui entend fonder le développement économique du Québec sur les investissements étrangers dans l'exploitation des ressources naturelles. La compagnie fonde en 1954 la ville de Schefferville, dont la population dépassera les 5 000 habitants vingt-cinq ans plus tard. Celle-ci est composée de « blancs » (majoritairement francophones) venus du « Sud », mais également d'une population naskapie et innue, qui s'y regroupe dans l'espoir de profiter des retombées de la mine. L'exploitation est rendue possible grâce à des infrastructures construites par la IOC, dont un barrage hydroélectrique, un port à Sept-Îles et un chemin de fer qui relie ce dernier à la mine. 24 heures sur 24, le minerai est extrait de Schefferville et envoyé dans les hauts-fourneaux de l'Ohio et de la Pennsylvanie. Ce sont les Américains qui profitent de la « valeur ajoutée » liée à la transformation du fer.

En 1956, la IOC compte 1445 employés à Schefferville, dont 1417 ouvriers. Une étude produite à l'époque rapporte que ces derniers gagnent de « hauts salaires par rapport à d'autres régions du Canada français, surtout pour des non-spécialistes ». Le travail y est toutefois difficile et les semaines de travail sont longues (entre 48 et 60 heures). →

Yanic Viau est professeur d'histoire au Cégep du Vieux Montréal. Pendant près d'une décennie, il a été conseiller au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), où il s'est notamment consacré à la gestion de projets-pilotes d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Les impacts à long terme de la mine sur l'environnement, où la situation des Autochtones installés autour de Schefferville – et qui ont finalement peu profité des retombées de la mine, ne font jamais l'objet de discussions.



En 1954, l'organisateur des Métallos, Jos Rankin, doit utiliser l'avion pour syndiquer les mineurs de Schefferville parce que la compagnie Iron Ore lui interdit d'utiliser son chemin de fer qui relie Sept-Îles à cette ville.

La population est jeune et majoritairement masculine : 70 % sont âgés de 21 à 40 ans et 24 % ont moins de 20 ans.

À l'ouverture de la mine, la compagnie met d'abord sur pied un syndicat de boutique, l'Union des mineurs de Schefferville. Celui-ci est rapidement remplacé par le Syndicat des Métallos, non pas sans difficulté : Jos Rankin, l'organisateur syndical chargé par les Métallos de syndiquer les employés de l'IOC, doit prendre l'avion à grands frais pour se rendre à Schefferville, puisqu'on lui interdit l'accès au chemin de fer de la compagnie. Outre l'origine régionale variée des ouvriers, la présence temporaire de plusieurs d'entre eux, venus s'enrichir avant de repartir dans le « Sud », ne favorisent pas le développement d'un fort sentiment d'appartenance. L'épargne tirée des salaires freine le développement économique de la ville.

La fermeture et ses suites

La fermeture de la mine, appréhendée par les employés dès la fin des années 1970,

est annoncée en 1982 par Brian Mulroney, alors président de l'IOC (il sera bientôt premier ministre conservateur du Canada, de 1984 à 1993). En commission parlementaire, cette fermeture est qualifiée de « brutale » par Clément Godbout, alors directeur québécois du Syndicat des Métallos. La compagnie refusera jusqu'à la fin de rendre publics ses états financiers, pourtant invoqués pour justifier la fermeture.

Les impacts à long terme de la mine sur l'environnement, où la situation des Autochtones installés autour de Schefferville – et qui ont finalement peu profité des retombées de la mine, ne font jamais l'objet de discussions. Des indemnités financières sont versées aux employés, mais celles-ci ne sont pas le

résultat de négociations avec les représentants syndicaux. Étant donné le coût de la vie élevé dans la ville, les montants accordés forcent pratiquement la majorité de la population à l'exil. De toute façon, quel avenir ont-ils en restant sur place ? Plusieurs ne reçoivent aucun dédommagement : c'est le cas des employés saisonniers réguliers, de ceux sur le point de prendre leur retraite, ainsi que des travailleurs affectés au chemin de fer et au chargement du minerai à Sept-Îles. On procède par ailleurs à la démolition des infrastructures de la ville, dont la plupart avaient été payées par la IOC (l'aréna étant une exception) ainsi qu'à celle de 300 maisons. Les rues sont aujourd'hui fantomatiques.

De Schefferville au Plan Nord

Ce qui reste de la municipalité de Schefferville est administré depuis la fermeture de la mine par un fonctionnaire du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Québec. La population se réduit désormais of-

ficiellement à 213 habitants (2011), bien qu'on dénombre près de 2000 habitants dans l'agglomération quand on y inclut la communauté naskapie de Kawawachikamach et celle des Innus de Matimekush-Lac John. Selon une enquête réalisée en 2012, peu d'habitants envisagent d'y finir leurs jours. Les Innus, eux, ont toutefois décidé d'y rester et sont devenus propriétaires de la ligne ferroviaire reliant Sept-Îles à Schefferville.

La Iron Company of Canada est encore aujourd'hui une entreprise est des plus rentables, et exploite toujours plusieurs gisements autour de Labrador City, située à environ 200 km à l'est de Schefferville, en territoire terre-neuvien. Le minerai de fer transite toujours par le port de Sept-Îles grâce au chemin de fer. L'IOC compte actuellement 2200 employés et est la propriété, à 59 %, de la multinationale Rio Tinto (également propriétaire d'Alcan), dont le siège est en Grande-Bretagne.

De nouveaux projets d'exploitation de la IOC sont prévus dans la région, comme le projet de mine à ciel ouvert Wabush III, qui fait toutefois l'objet, depuis 2013, d'une requête en Cour supérieure de la part des Innus de Mani-Utenam et de Matimekush-Lac John. Ces derniers veulent « bloquer les activités d'IOC au Québec et au Labrador » et « récupérer la somme de 900 millions », considérant que la IOC, par ce projet, viole leurs droits ancestraux, menace l'environnement et empiète sur leur territoire, tout en cherchant à se soustraire à une évaluation environnementale. La compagnie refuserait de convenir d'une « entente sur les répercussions et les avantages » de l'exploitation minière, comme l'ont fait d'autres compagnies minières présentes dans la région. Le procès intenté à la IOC est toujours en cours à l'automne 2014 et s'annonce long et difficile.

À l'heure actuelle, d'autres compagnies minières, telles que l'albertaine *New Millenium Iron*, procèdent à des explorations dans la faille du Labrador (sur laquelle se trouve Schefferville) et entendent profiter des avantages fiscaux, des emplois subventionnés et des infrastructures développées dans le cadre du Plan Nord. Annoncée en mai 2011 par le gouvernement libéral de

Jean Charest, cette stratégie de développement économique s'est poursuivie depuis sous diverses appellations, tant sous le gouvernement péquiste que sous celui des libéraux.

Pourtant, le modèle des villes mono-industrielles qui a permis aux compagnies minières de profiter des ressources du Nord québécois serait un « modèle qui ne tient plus », pour reprendre les termes du quotidien *Le Soleil* à propos de la ville de Fermont. Un « personnel volant » et des infrastructures minimales sont désormais privilégiés pour exploiter des gisements toujours plus au nord. Alors que d'aucuns dénonçaient la main mise des entreprises sur la gestion et le financement des villes minières au milieu du XX^e siècle, il semble qu'il ne soit plus possible d'envisager aujourd'hui la création d'un milieu de vie pour les travailleurs et leurs familles autour des nouveaux gisements. Lorsque ceux-ci seront épuisés, il n'y aura pas d'arénas à sauver de la démolition. Parions toutefois que la surveillance et l'entretien à long terme des sites miniers abandonnés, nécessaires pour éviter une contamination environnementale, resteront aux frais des contribuables québécois, comme à l'époque de Schefferville. Et comme c'est le cas encore aujourd'hui. /

Alors que d'aucuns dénonçaient la main mise des entreprises sur la gestion et le financement des villes minières au milieu du XX^e siècle, il semble qu'il ne soit plus possible d'envisager aujourd'hui la création d'un milieu de vie pour les travailleurs et leurs familles autour des nouveaux gisements.

Pour prolonger la réflexion

Voici des questions que cet article peut soulever. Comment un Plan Nord revu pourrait-il être l'objet d'une construction commune avec les Autochtones, de telle sorte que pérennité et vitalité d'un certain nombre d'établissements comme ceux des populations de Schefferville, Matimekush-Lac John et Kawawachikamach perdurent? Les Autochtones sont rarement consultés dans l'implantation de nouveaux projets sur leur territoire. À quand une consultation qui les inclut?

Note: Pour avoir plus de détails sur les références historiques évoquées, consultez la version en ligne du texte.

Radar culturel

par Mădălina Burtan

Voyage au-delà du 50^e parallèle Nord

Le 50^e parallèle, une intersection qui démarque le Nord du reste de la province dans la géographie et l'imaginaire québécois. C'est pour franchir cette démarcation symbolique que six femmes artistes, trois de la Côte-Nord et trois artistes « du Sud » en résidence, témoignent des singularités de la Côte-Nord dans une exposition présentée cet automne à la Maison de la culture Frontenac à Montréal. À travers la sculpture, la photographie et l'installation, leurs œuvres jettent un éclairage original sur une région encore mal connue. Paysages réels ou imaginés, cartes détournées, et interventions éphémères captées sur caméra évoquent les tensions entre occupation humaine et industrialisation à outrance d'une région-ressource. Elles s'interrogent aussi sur la compatibilité entre le monde actuel et la distance géographique à l'heure de l'instantané. Détails: http://www.accesculture.com/activite/50e_parallele_nord.

Médias et conversation démocratique

Dans notre univers médiatique en pleine reconfiguration, quelle place occupe actuellement le journalisme citoyen? Avec les multiples possibilités créées par les technologies de l'information, devient-il un contre-pouvoir citoyen au « quatrième pouvoir »? Quels rôles jouent les médias traditionnels et les médias alternatifs dans « la conversation démocratique »? Pour réfléchir à ces enjeux, un récent ouvrage donne à entendre les points de vue de journalistes, d'universitaires et de militants, avec les réactions du journaliste Marc Laurendeau en miroir. Un exercice qui met à jour la complexité parfois insoupçonnée des questions soulevées, et qui convie à une réflexion incontournable sur notre espace médiatique trop souvent marqué par la bien-pensance. (*Mutations de l'univers médiatique. Médias traditionnels et nouveaux*. M éditeur, 2014).

Les mémoires de Forillon sur DVD

Un coffret de témoignages de quelque 80 personnes expulsées lors de la création du parc Forillon en 1970 a été lancé à l'initiative du Regroupement des personnes expropriées de Forillon. Un projet nécessaire, qui donne la parole aux aînés sur ce qu'était leur vie sur ce territoire avant la création du parc. Des témoignages poignants des générations qui ont suivi complètent le portrait de ce bouleversement hors du commun vécu par plus de 1 500 familles. Les 13 disques qui composent le coffret couvrent les cinq secteurs expropriés: Cap-des-Rosiers, Penouille, Rivière-Morris, L'Anse-au-Griffon et Grande-Grave. Un pan d'histoire disponible pour l'instant chez les commissions scolaires, les bibliothèques municipales et les résidences pour aînés, mais qui gagnerait certainement à bénéficier d'une diffusion grand public.

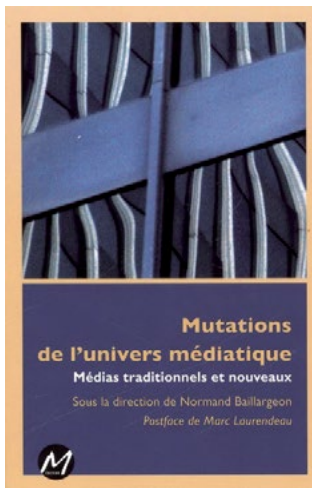
À la rencontre du Trickster

Le *Trickster* – littéralement celui-qui-joues-des-tours – est un personnage mythique de l'imaginaire collectif des peuples autochtones. En s'inspirant de cette symbolique, Exeko, organisme qui favorise l'inclusion par la culture et l'éducation, a mis sur pied un programme où l'expérience de création est utilisée comme moyen d'ancrage et d'expression identitaire. À travers des ateliers artistiques et ludiques, de jeunes Autochtones de 8 à 16 ans sont guidés dans la mise en scène d'un conte traditionnel, transmis par les Aînés, et qu'ils présentent à la fin du programme devant leur communauté.

Générateur d'échanges et de rencontres inspirantes dans les communautés, le projet a aussi abouti à la publication d'un recueil. Auteurs autochtones et allochtones ont partagé leurs plumes dans *Terres de Trickster* pour donner à chaque conte retranscrit un caractère unique et une dimension culturelle élargie. En savoir plus: exeko.org/trickster/



Expo 50^e parallèle Nord: Cathodique.



Projet Trickster à Kanawake.

**Pour une citoyenneté
diverse et un développement social
et économique du Québec**



L'HIRONDELLE

Services d'accueil et d'intégration des immigrants

Accueillir le monde. Rapprocher les gens.

4652, rue Jeanne-Mance, 3^e étage Montréal (Québec) H2V 4J4 Tél : (514)281-2038 www.hirondelle.qc.ca

À SURVEILLER

Soyez à l'affût des prochaines activités à venir dans le secteur du développement collectif !

Journées québécoises de la solidarité internationale

6 au 16 novembre, partout au Québec

Les JQSI vous convient cette année à regarder l'état du monde, et les pronostics dont il est accablé pour l'avenir, du point de vue des jeunes femmes et jeunes hommes de plusieurs régions du monde. Leurs préoccupations sont peut-être nombreuses, mais leurs implications sont réelles et porteuses d'espoir !

Pour en savoir plus, consultez le <http://www.jqsi.qc.ca/>

Colloque sur l'économie circulaire

**25 et 25 novembre,
au pavillon La Laurentienne,
salle Jean-Tardif, de l'Université Laval**

Organisé par Villes et régions innovantes (VRI), la Chaire Stephen A. Jarislowsky en gestion des affaires internationales et Commerce Monde.com, en collaboration avec l'Institut Hydro-Québec Environnement, développement et société (EDS), le colloque est intitulé Économie circulaire : Nouvel avantage concurrentiel de développement économique et des régions.

Pour renseignements et modalités d'inscriptions, veuillez visiter le <http://regionsetvillesinnovantes.com/>, ou contacter Pierre Racicot, président du comité organisateur du colloque, au 418 683-0200. La première journée gratuite est ouverte au public. La deuxième est réservée aux personnes inscrites.

18^e Journées annuelles de santé publique

24 au 26 novembre au Centre des congrès de Québec

Grand rendez-vous annuel de formation continue de la santé publique québécoise, les Journées annuelles de santé publique sont le fruit d'un travail collectif du réseau de la santé publique. Motivée par les besoins de formation continue du réseau et de ses partenaires multisectoriels, la programmation des JASP repose sur la mise à jour de nouveaux enjeux et la valorisation des connaissances récentes sur des problématiques plus connues.

Pour les modalités et les tarifs d'inscription, consultez le <http://jasp.inspq.qc.ca/inscription2014.aspx>

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sylvie Bellerose, Solidarité rurale du Québec
Jacques Fiset, secrétaire-trésorier, CLD de Québec
Ariane Émond, présidente, journaliste indépendante
Geneviève Giasson, vice-présidente, Communagir
Georges Letarte, consultant en développement collectif
Louise Rondeau, ministère de la Santé et des Services sociaux
Denis Sirois, Réseau des CDEC

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET COORDONNATEUR DE LA REVUE

Marcelo Solervicens

RESPONSABLE DE LA RÉDACTION

Gabrielle Brassard-Lecours

COMITÉ DE LECTURE

Ariane Émond
Georges Letarte
Marcelo Solervicens

RÉDACTION

Carlos Aparicio,
Anne-Marie Boucher,
Gabrielle Brassard-Lecours,
Mădălina Burtan, Sophie Clerc,
Sarah Champagne,
Jerry Espada, Stéphane Guidoin,
Karen Hinojosa, Jean-Noé Landry, Mathieu Larochelle,
Caroline Larocque-Allard,
Sophie Mangado, Julie Pineault,
François Samson-Dunlop,
Marcelo Solervicens,
Marie-Ève Voghel,
Alexandra Viau, Yanic Viau.

COLLABORATION

Marie-Claude Barrey,
Pascal Beauchesne,
Denis Bourque,
Stéphane Couture,
Alejandra de la Cruz,

François Demers,
Gabrielle Desbiens,
Miriam Fahmy,
Jonathan Durand-Folco,
Jean-Marc Fontan,
Marie-Noëlle Foschini,
Nicolas Goyette, Annie Hamel,
Jonathan Jubinville,
Emily Laliberté, Marie LeBlanc,
Francyne Lord,
Louis-Martin Macardle,
Carole Mercier,
Frédérique Pellerin-Catellier,
Florence Piron, Sara Potau,
Simon Tremblay-Pepin,
Patrick Turmel, Benoît Trépanier,
Jeruscha Vasti Michel.

PHOTO DE COUVERTURE

Charles Briand

DESIGN ET ILLUSTRATIONS

Anne-Laure Jean

RÉVISION LINGUISTIQUE

Paul Montminy et Ariane Émond

ASSISTANTE À LA PUBLICATION

Mădălina Burtan

IMPRIMEUR

JB Deschamps

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1929-6878 (imprimé)

ISSN 1929-6886 (en ligne)

KALÉIDOSCOPE

190, boulevard Crémazie Est,
Montréal (Québec) H2P 1E2

514 864-1600

info@mediaK.ca / mediaK.ca



PHOTO : MĂDĂLINA BURTAN

PARTENAIRES

Kaléidoscope c'est le fruit de la collaboration des acteurs du développement collectif au Québec. Parce que le développement collectif c'est eux, *Kaléidoscope* ne peut exister sans cette étroite complicité. Pour cette raison, nous souhaitons les en remercier.

Nous souhaitons également remercier les Agences de la santé et des services sociaux (ASSS), les Conférences régionales des élus (CRÉ), le Réseau des Corporations de développement économique communautaire (CDEC) et les membres du Réseau québécois de développement social (RQDS) **qui assurent la distribution régionale des parutions de Kaléidoscope.**

ENFIN, KALÉIDOSCOPE C'EST AUSSI UN ENSEMBLE DE PARTENAIRES QUI SOUTIENNENT LA REVUE ET SES ACTIVITÉS. NOUS SOUHAITONS ÉGALEMENT LES REMERCIER DE LEUR

APPUI: La Caisse d'économie solidaire / La Fondation Lucie et André Chagnon / La Table de coordination nationale en santé publique / La Ville de Montréal / L'Institut national de santé publique du Québec / Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport / Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale / Le ministère de la Santé et des Services sociaux

Procurez-vous la revue :

Consultez l'onglet « Abonnement » sur notre site mediaK.ca

POLITIQUE ÉDITORIALE

Destiné aux publics spécialisés et aux citoyens qui ont un intérêt pour le développement collectif, *Kaléidoscope* s'est donné pour mission de les informer tout en soutenant l'innovation, en s'assurant d'être ce lieu où les différents acteurs peuvent partager et enrichir leurs expériences et leur réflexion. *Kaléidoscope* s'inspire du Guide de déontologie des journalistes du Québec et du Conseil de presse du Québec pour prendre ses décisions en matière d'éthique et de déontologie. Les textes publiés sont sous la responsabilité de leur signataire et n'engagent aucunement les partenaires de la revue. Les textes publiés dans la revue peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source.



Joignez-vous aux membres de Kaléidoscope!

Devenir membre de Kaléidoscope, c'est:

- appuyer un média 100 % développement collectif, fait pour et par ses artisans et manifester sa pertinence dans le paysage médiatique ;
- vous afficher comme porteur des valeurs du développement collectif et, ainsi, contribuer à son rayonnement;
- avoir la possibilité d'accéder aux instances de gouvernance de Kaléidoscope ;
- contribuer à la réflexion quant aux orientations de Kaléidoscope ;
- facile ! Visitez notre site Internet : www.mediaK.ca

Un aperçu de nos amis ... et bientôt des vôtres !

Agence de la santé et des services sociaux
de Lanaudière

Agence de la santé et des services sociaux
de la Montérégie

Alliance de recherche universités-communautés -
Développement territorial et coopération

Alliance de recherche université-communauté -
Innovation sociale et développement des communautés
(ARUC - ISDC)

Ariane Émond

Carrefour de développement social
par l'éducation populaire (CDSEP)

CDC Vallée du Richelieu

Centraide du Grand Montréal

Centre Saint-Pierre

Chaire Approches communautaires et Inégalités

de santé (FCRSS/IRSC) Université de Montréal
Chaire de recherche du Canada en organisation
communautaire

Chaire Desjardins en développement
des petites collectivités (UQAT)

Chantale de Montigny

Coalition montréalaise des Tables de quartier

Comité sectoriel de main-d'œuvre, économie sociale
et action communautaire (CSMO - ESAC)

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
Danielle Larose

Franck Lebeau

Geneviève Giasson

Jocelyn Ann Campbell

**Distribuée partout au Québec,
la revue *Kaléidoscope* traite des
grands enjeux du développement
collectif, en jetant un éclairage
sur les initiatives locales et
régionales, tout en favorisant
le partage d'expertise
et la réflexion critique.**

mediaK.ca

f RevueKaleidoscope

🐦 @revueK



ADRESSÉ À :

ADRESSE DE L'EXPÉDITEUR :

KALÉIDOSCOPE
190, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) Canada H2P 1E2

11,95\$